

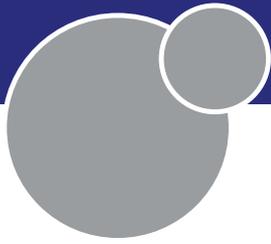
# WANEP

## RAPPORT ANNUEL 2009

WEST AFRICA NETWORK  
FOR PEACEBUILDING



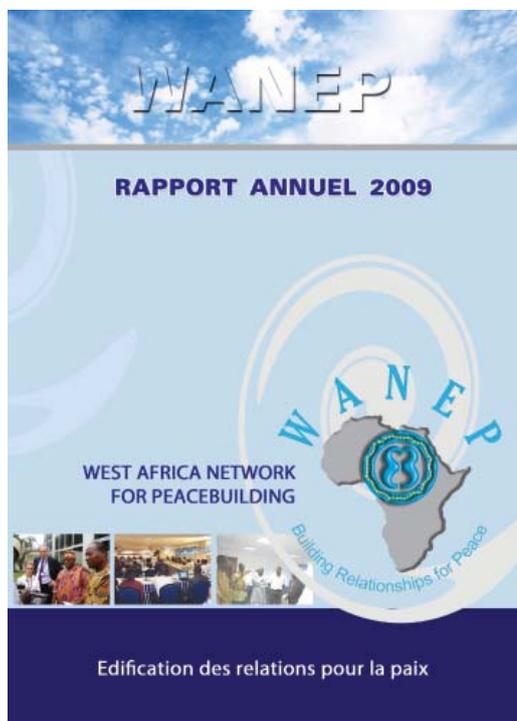
Edification des relations pour la paix



Nous tenons à remercier tous nos  
Donateurs et partenaires pour toutes  
leurs contribution pour la construction de  
La paix et la justice en Afrique de l'Ouest.

Community House Church





# CONTENTS

## SOMMAIRE

### A Propos de WANEP

### Introduction

### Message du Président du Conseil d'Administration

### Message du Directeur Exécutif

### 2009 : La Paix et la Sécurité en Afrique de l'Ouest en perspective.

## ACTIVITES REGIONALES EN 2009

- Célébration du dixième anniversaire de WANEP
- L'Institut Ouest africain d'Edification de la Paix (WAPI)
- Le Programme de WIPNET
- Prévention Conjointe des Conflits et Gestion des Crises en Afrique de l'Ouest
- Alerte Précoce et Soutien à l'Elaboration des Réactions (EWARDIS).
- Renforcement des capacités dans les organisations de la Société Civile
- Recherches et Plaidoyer
- Le Bureau Africain d'IFOR/WPP

## ACTIVITES DES RESEAUX NATIONAUX EN 2009

- WANEP-Bénin
- WANEP-Côte d'Ivoire
- WANEP-Gambie
- WANEP-Ghana
- WANEP-Guinée
- WANEP-Libéria
- WANEP-Nigéria
- WANEP-Sénégal
- WANEP-Sierra Leone
- WANEP-Togo
- Résumé des rencontres
- CA/Personnel/Cordonnées des réseaux

## Liste des acronymes

AGM	Assemblée Générale Annuelle
AHSI	Initiative Africaine en faveur de la Sécurité Humaine
CENA	Commission Electorale Nationale
COS	Organisation de la Société Civile
CST	Equipes de Surveillance des Communautés
ECOSAP	Programme de la CEDEAO pour armes légères
ECCP	Centre Européen pour la Prévention des Conflits
GANSA	Réseau d'Actions de la Gambie contre les armes légères
GNDR	Réseau Mondial pour la Réduction des Désastres
GPPAC	Partenariat Mondial pour la Prévention des Conflits Armés.
IFES	Foundation Internationale pour les systèmes électoraux.
KAIPTC	Centre International KOFI ANNAN pour la Formation au Maintien de la Paix.
MARWOPNET	Réseau de la Paix des femmes des Pays Riverains du Fleuve Mano
OSIWA	Open Society Initiative for WEST AFRICA/ Initiative de la Société ouverte pour l'Afrique de l'Ouest
PPLM	Paix pour le Monde
TRC	Commission «Vérité et Réconciliation»
TJRC...	Commission «Vérité, Justice et Réconciliation».
USIP	Institut des Etats-Unis pour la Paix
UNDP....	Programme des Nations-Unies pour le Développement.
WIPNET	Programme des Femmes pour l'Edification de la Paix

## A PROPOS DE WANEP



Le Réseau Ouest Africain pour l'Édification de la Paix (WANEP) est une organisation à but non lucratif œuvrant dans l'Édification collective de la paix. Fondé en 1998 pour répondre aux nombreuses guerres qui tourmentaient l'Afrique de l'Ouest à la fin des années 80, WANEP a des réseaux nationaux dans 12 des 15 États de l'Afrique de l'Ouest et est sur le point d'en créer au Cap-Vert, au Mali et au Niger. Il a son Secrétariat Régional à Accra au Ghana.

WANEP compte actuellement plus de 450 organisations de la Société Civile (OSC) réparties dans les 12 réseaux nationaux.

### VISION

Une région Ouest-Africaine caractérisée par des communautés paisibles où la dignité de la personne humaine est primordiale et où le peuple peut satisfaire ses besoins humains fondamentaux et décider en toute indépendance."

### MISSION

Permettre et faciliter le développement des mécanismes d'édification de la paix en vue d'une coopération entre les praticiens des organisations de la société civile en Afrique de l'Ouest tout en encourageant des réponses collectives aux conflits violents. Etablir une structure à travers laquelle ces praticiens et institutions peuvent régulièrement échanger leurs expériences et partager des informations sur les problèmes relatifs à la consolidation de la paix, la transformation des conflits, la réconciliation sociale, religieuse et politique; encourager enfin les valeurs socioculturelles de l'Afrique de l'Ouest comme sources de consolidation de la paix. "

### OBJECTIFS STRATEGIQUES

- Renforcer la capacité des organisations et des praticiens de la construction de la paix opérant en Afrique de l'ouest à s'engager activement dans la transformation des conflits violents en usant de stratégies non-violentes;
- Développer en Afrique de l'ouest un mécanisme de prévention des conflits en vue de surveiller, d'analyser et de répondre devant ces conflits

- Engendrer des politiques et pratiques de la construction de la paix en Afrique de l'Ouest et renforcer la capacité des femmes ouest-africaines à participer aux processus d'édification de la paix à tous les niveaux;
- Promouvoir une culture de la non-violence et de la responsabilité sociale parmi la jeunesse en Afrique de l'ouest;
- Renforcer la base conceptuelle des programmes de WANEP à travers la Recherche, la Documentation, le Suivi et l'Évaluation;
- Renforcer la formulation d'une politique de la paix, de l'influence sur la paix et de la sécurité humaine par la création de liens aux niveaux régional et international et par le plaidoyer.

Carte de WANEP





## MESSAGE DU PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE WANEP

Après avoir servi le Réseau Ouest-Africain pour l'Edification de la Paix (WANEP) au poste de Vice-président du Conseil d'Administration pendant deux mandats, j'ai été élu, à la suite de la Reconstitution du Conseil à l'Assemblée Générale Spéciale du X<sup>e</sup> Anniversaire de janvier 2009, pour servir à présent au poste de Président de ce Conseil d'Administration. Etant l'un de ces membres fondateurs qui ont assisté au développement de l'organisation depuis ses tout premiers pas, je ressens ce choix porté sur mon humble personne comme un grand honneur. Alors que j'apportais ma contribution à la mise en place de WANEP dans mon propre pays, la Côte d'Ivoire, j'ai nettement perçu les signes avant-coureurs d'un conflit interne. Nos efforts collectifs étaient venus un peu trop tard. Nous traversons une période de guerre civile qui a presque englouti et détruit toute la Côte d'Ivoire. En tant qu'entrepreneur du secteur privé, j'ai toujours compris que la paix est le pilier de tout développement économique et humain, depuis le niveau des communautés jusqu'à celui de la Nation. L'Afrique de l'Ouest ne peut pas exploiter ses ressources naturelles et humaines pour un développement durable de sa population aussi longtemps que les conflits violents demeureront persistants dans la sous-région.



WANEP est, à présent, une organisation de la Société Civile à part entière en Afrique de l'Ouest. Après dix ans de contribution active à la paix dans la région, il est devenu une organisation de référence pour l'étude et la recherche sur le rôle des réseaux dans les efforts de développement et de paix. Je suis fier d'être le Président de WANEP dans cette période de splendeur. Mon principal message dans ce rapport annuel de l'année 2009 est de recommander vivement et d'encourager toutes les organisations membres de WANEP, les réseaux nationaux et le Secrétariat régional à continuer à travailler d'arrache-pied. Voici venu le moment de prendre un nouvel engagement et de se dévouer corps et âme à l'œuvre de paix en Afrique.

Le Conseil d'Administration reconnaît les efforts des Organisations de la Société Civile en matière d'édification de la paix dans la sous-région. Nous saluons les efforts spéciaux visant à mettre en place des réseaux de WANEP bien structurés et bien rodés au Cap-Vert, au Mali et au Niger. Nous avons hâte d'accueillir ces nouveaux réseaux en notre sein dans la mesure où nous achevons ainsi la dernière phrase de notre programme qui vise à établir WANEP dans tous les quinze Etats-membres de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Au nom du Conseil d'administration et de la Direction de WANEP, je saisis cette occasion pour saluer le partenariat de la Société Civile avec la CEDEAO et avec les Gouvernements de l'Afrique de l'Ouest dans un effort complémentaire pour bâtir la paix. Nous sommes infiniment reconnaissants à tous les organismes bienfaiteurs de WANEP.

Nous voudrions rendre un hommage spécial à Dr Mohammed Ibn Chambas, le dernier Président de la Commission de la CEDEAO. Sous son mandat, le zèle et le leadership dont il a fait preuve ont amené à transformer la CEDEAO de Secrétariat exécutif en Commission. Il a présidé au renforcement institutionnel de l'entité intergouvernementale, ce qui se concrétise aujourd'hui par l'assurance de la CEDEAO et sa volonté politique accrue en ce qui concerne la conformité aux critères de convergence politique fixés par le Conseil des Chefs d'Etats de la CEDEAO dans divers protocoles et Accords. Ce degré de responsabilité dans la prévention des conflits est sans précédent. Je me réjouis de ce que la Société Civile et plus particulièrement WANEP ont une part de mérite dans le succès à travers son partenariat avec la CEDEAO et surtout à travers la mise en œuvre du système d'Alerte Précoce de la CEDEAO (ECOWARN).

## RAPPORT DE L'ADMINISTRATION



L'année 2009 fut une étape importante pour le Réseau Ouest africain pour l'Édification de la Paix (WANEP). Au niveau Régional, l'institution a conclu les manifestations marquant son dixième Anniversaire par une Assemblée Générale Extraordinaire. Cette célébration lui offrit aussi l'occasion de s'interroger sur soi-même. Au moment de sa fondation, les organisations ouest africaines de la Société Civile engagées dans la construction de la Paix n'étaient qu'une poignée. Un petit nombre d'organisations internationales opérant pour la plupart à partir de l'Europe travaillaient alors sur les conflits en Afrique de l'Ouest ; les programmes qu'elles avaient élaborés étaient peu viables dans la mesure où ils intégraient au niveau local, peu de responsabilités, de

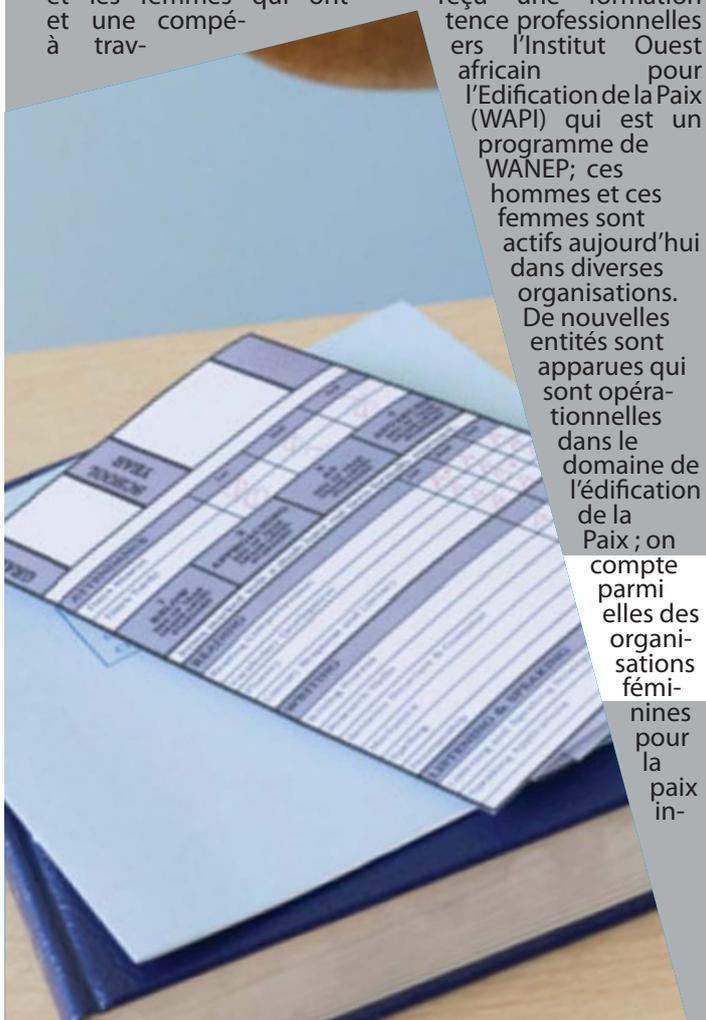
compétences et d'aptitudes institutionnelles des ressortissants de l'Afrique de l'Ouest pour appuyer les efforts de paix. Aujourd'hui, la situation est différente ; la construction de la paix en Afrique de l'Ouest est prise en charge, dans une large mesure, par les locaux eux-mêmes ; les Gouvernements des Etats d'Afrique de l'Ouest ont, à l'heure actuelle, intégré la construction de la paix à certains de leurs départements et ministères. Aussi bien au niveau national qu'au niveau régional, les réactions devant les conflits ont connu des transformations significatives avec une grande attention accordée à la prévention. Ils sont de plus en plus nombreux, les hommes et les femmes qui ont reçu une formation et une compétence professionnelle à travers l'Institut Ouest africain pour l'Édification de la Paix (WAPI) qui est un programme de WANEP ; ces hommes et ces femmes sont actifs aujourd'hui dans diverses organisations. De nouvelles entités sont apparues qui sont opérationnelles dans le domaine de l'édification de la Paix ; on compte parmi elles des organisations féminines pour la paix in-

spirées des expériences, des programmes et des activités de WANEP. Avec beaucoup d'humilité, WANEP ressent une grande satisfaction d'être associé à ces développements positifs et ne cesse de renouveler sa détermination et son engagement à renforcer en Afrique de l'Ouest, l'aptitude des populations locales à prévenir les conflits.

Au cours de son Assemblée Générale de Janvier 2009, WANEP a constitué un Conseil d'administration de professionnels, se départant ainsi des structures des Conseils antérieurs fondés surtout sur la représentation des réseaux nationaux. Au niveau national, les réseaux feront de même pour achever le processus de restructuration qui a commencé en 2007. Tandis que les Assemblées Générales continueront de se tenir avec une fréquence annuelle, l'Assemblée Générale de WANEP, au niveau régional, sera convoquée désormais avec une fréquence semestrielle. La constitution de WANEP a été revue et adoptée avec quelques amendements majeurs. Au niveau institutionnel, WANEP est devenu à présent une organisation professionnelle de construction de la paix dotée d'une capacité de haut niveau à entrer en partenariat avec des gouvernements. A la suite d'un tel développement institutionnel, la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a renouvelé son protocole d'accord avec WANEP pour une nouvelle période de cinq ans (2009-2014), ce qui témoigne de la confiance que la CEDEAO a placée dans le leadership de WANEP en tant qu'organisation d'avant-garde de la Société civile dans la mise en œuvre de l'ECOWARN, le Système d'Alerte Précoce de la CEDEAO. Aux niveaux nationaux, WANEP s'est développé rapidement et continue de se consolider en réaction aux nombreux défis entourant la prévention des conflits au sein des communautés.

Le Soutien à l'élaboration du Programme d'Alerte précoce et de Réaction rapide (EWARD) a débuté au cours de l'année 2009 grâce à un appui financier de l'USAID. Ce programme s'emploie, à l'heure actuelle, à accroître la capacité des organisations membres de WANEP à apporter des solutions aux conflits violents aussi bien au sein des communautés qu'entre les communautés. Il apporte aussi son soutien à la capacité de WANEP à assurer une mise en œuvre sans heurts de l'ECOWARN. Le succès de WANEP dans la conception et dans l'implantation de ces programmes a permis au fil des ans de diversifier à présent ses partenariats avec l'objectif de rendre l'organisation et ses programmes viables. Dans ce sens, il est réconfortant de constater que l'on songe à WANEP pour le Programme Afrique de l'Agence Danoise de Développement (DANIDA) destiné à renforcer les efforts de coopération de la Société Civile avec l'Union Africaine et la CEDEAO. Des pourparlers exploratoires du même genre ont été tenus avec l'Agence Suédoise de Développement (SIDA).

Durant l'année 2009, WANEP a entrepris d'importantes activités à l'invitation de certains de ses principaux partenaires. Nous présentons certaines de ces activités dans ce rapport. Dans le cadre de l'Alliance Africaine pour l'Édification de la Paix qui regroupe dans un Programme de Coopération Active pour la Paix en Afrique, trois autres organisations à savoir le Centre Africain pour la Résolution Constructive des Conflits (ACCORD) et le Bureau-Afrique de l'Initiative de Paix de Nairobi, WANEP a pris part en tant qu'observateur aux élections générales qui se sont déroulées en Afrique du Sud en Avril 2009.





## RAPPORT DE L'ADMINISTRATION

A l'invitation du « State Legislature of Kwa Zulu Natal » (Corps Législatif d'Etat du Kwa Zulu Natal), La mission d'observation coordonnée par ACCORD a surveillé les cas d'intimidation et d'intolérance politique dans le cadre des élections organisées dans la Province de Kwa Zulu Natal. En partenariat avec In-Went, une organisation allemande de formation, WANEP a organisé et animé conjointement avec GTZ, une formation spécialisée pour des Responsables des Points focaux d'ECOWARN dans le cadre de la mise en place du Système d'Alerte Précoce de la CEDEAO appelé ECOWARN. WANEP a été invité par le Secours Catholique (Catholic Relief Services) à apporter son savoir-faire dans la mise en place d'un système d'alerte précoce viable pour la Commission de la Paix du Gouvernement du Sud Soudan. Durant le dernier trimestre de l'Année 2009, le Directeur Exécutif de WANEP a été invité en tant que Délégué de la Papauté et en qualité d'expert à la Seconde Assemblée Spéciale des Evêques Africains au Vatican (Rome). Ce Synode spécial avait été convoqué par le Saint-Père sur le thème : « L'Eglise d'Afrique au service de la Réconciliation, de la Justice et de la Paix. » Cette expérience avec les évêques et leur haut niveau d'engagement fut unique ; en outre l'invitation à une rencontre si peu commune démontre que le travail de WANEP dans le domaine de l'Édification de la Paix continue d'être apprécié hors des frontières de l'Afrique de l'Ouest.

A cause de son expérience (d'organisation) réseau d'envergure régionale, WANEP est recherché pour partager son savoir-faire dans la mise en place de réseaux semblables d'édification de la Paix en Afrique surtout, pour aider à lancer et à renforcer le Réseau Régional pour la Prévention des Conflits basés sur les Ressources en Afrique de l'Est (RBC-Network), à travers une formation interdisciplinaire, un échange de savoir-faire et un programme conjoint de mise en oeuvre. En outre WANEP continue de jouer un rôle d'avant-garde dans les efforts du Partenariat Mondial pour la Prévention des Conflits Armés (GPPAC). Le Directeur de WANEP est le Président du Conseil d'Administration actuel du GPPAC.

WANEP saisit l'occasion de présentation de son Rapport Annuel 2009 pour exprimer encore une fois sa profonde gratitude à tous ses bienfaiteurs pour leur générosité, leur soutien et leur encouragement. Nous reconnaissons et nous apprécions leur appui au niveau national dans chaque pays de l'Afrique de l'Ouest. Nous ne pouvons pas présenter ici toute leur liste ; qu'il nous soit permis cependant d'en mentionner les principaux au nombre desquels on peut citer :

- Le Gouvernement de Finlande à travers son Ministre des Affaires Etrangères
- La CEDEAO
- L'USAID
- IBIS Afrique de l'Ouest
- Le Gouvernement du Danemark
- CORDAID
- Coopération Technique Allemande (GTZ)
- The Ghana Research and Advocacy Project (Le projet de Recherches et de Plaidoyer du Ghana).

Grâce à toutes les bonnes volontés et à tous les généreux bienfaiteurs de WANEP, la Société Civile est en train d'apporter une contribution significative au développement positif de la prévention des conflits en Afrique de l'Ouest. Rien ne donne à l'homme toute sa dignité autant que l'aptitude à résoudre ses propres problèmes. Nous remercions nos partenaires pour leur soutien dans cet effort.

**Emmanuel H. BOMBANDE**

### Mention élogieuse du Wanep à son Excellence Dr. Mohammed Ibn Chambas

Pendant son mandat comme Secrétaire Exécutif de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) puis comme président de la Commission de la CEDEAO, l'Afrique de l'Ouest a connu une intégration plus étroite à plusieurs niveaux.

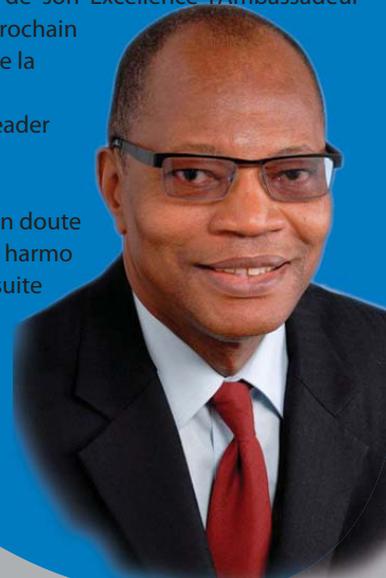
Le Réseau Ouest Africain pour l'Édification de la Paix (WANEP) apprécie avec une grande satisfaction les efforts exceptionnels et l'engagement personnel du Dr. Chambas à œuvrer pour une collaboration plus étroite des organisations de la société civile et à un partenariat avec la Commission de la CEDEAO. WANEP relève particulièrement que sous son mandat, le Réseau Ouest Africain pour l'Édification de la Paix a signé un protocole d'accord avec la CEDEAO. Comme chef de file des organisations de la société civile, WANEP a travaillé à l'opérationnalisation et au fonctionnement du système d'alerte précoce de la CEDEAO (ECOWARN).

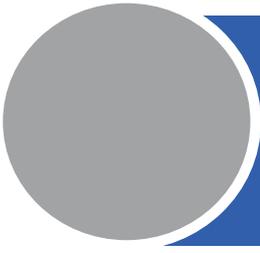
Au terme du mandat de Dr. Chambas comme président de la Commission de la CEDEAO, WANEP, au nom des organisations de la société civile de l'Afrique de l'Ouest, lui exprime sa profonde gratitude et sa reconnaissance pour son dévouement au service du peuple ouest africain. Il lui souhaite par la même occasion plein succès dans son office de Secrétaire Général de l'ACP (Afrique Caraïbes Pacifique).

Au moment où nous écrivons ce rapport, WANEP a appris avec grand plaisir la nomination de son Excellence l'Ambassadeur James Victor Gbeho comme prochain président de la commission de la CEDEAO.

Il est un diplomate et un leader politique chevronné.

WANEP n'a donc aucun doute quant à une transition harmonieuse et à une poursuite des grandes réalisations de la Commission de la CEDEAO.





## INTRODUCTION



Le rapport de WANEP sur l'année 2009 reflète l'engagement tenace de l'organisation en faveur de la paix et de la sécurité humaine en Afrique de l'Ouest, malgré les innombrables défis et contraintes. Ce rapport révèle l'engagement collectif de l'organisation, de son partenariat inestimable et de ses approches intégrées de la transformation des conflits et de l'édification de la paix. Ces stratégies ont aidé de mille manières à étendre l'envergure de l'institution et à cultiver de nouveaux partenariats tout en renforçant ceux qui existent déjà. Les remarquables contributions de WANEP à la promotion de la paix et de la stabilité dans la Sous-région et au-delà montrent bien l'ardeur avec laquelle les membres du Bureau Régional accomplissent leur tâche ainsi que l'engagement et le dynamisme des membres des Réseaux Nationaux. Au cours de l'Année 2009, le Secrétariat Régional et les Réseaux Nationaux ont exécuté avec succès diverses activités comme le montre ce rapport. Les activités qui ont été menées forment un éventail bien diversifié comportant entre autres : la conduite de recherches, l'exécution des projets de plaidoyer, l'élaboration et la réalisation de programmes de formation, généraux et taillés sur mesure destinés aux analystes du Département d'Alerte Précoce de la CEDEAO dans le but d'améliorer le système d'alerte précoce, de rétablir des relations entre des communautés précédemment divisées et de renforcer les relations déjà existantes qui risquent de se désintégrer.

En 2009, la sous-région ouest africaine a encore connu le problème récurrent et persistant des crises politiques. En Côte d'Ivoire, les élections ont été reportées pour la sixième fois. En Guinée-Bissau, l'assassinat de l'ancien Président Nino Vieira a failli mettre le pays à genoux s'il n'y avait pas eu la prompte intervention de la CEDEAO, des organisations de la Société Civile et de la Communauté Internationale qui ont rapidement sauvé la situation en organisant à la hâte des élections présidentielles. En Guinée, la mort du Président Lansana Conté a créé un vide du pouvoir dont l'armée a profité pour renverser le gouvernement civil provisoire. Quelques mois plus tard, Dadis Camara, le chef de la junte a failli trouver la mort dans une tentative de révolution de palais. Essentiellement, les crises politiques persistantes et récurrentes qui tourmentent la sous région donnent la mauvaise impression que les efforts de la sous-région orientés vers l'Alerte précoce et la Réaction rapide comme moyens de prévenir les conflits ne vont aboutir à rien. Il suffit de souligner l'énorme succès enregistré par la diplomatie préventive tranquille de la CEDEAO et les interventions appuyées des organisations de la Société Civile, notamment de WANEP. Sans les interventions opportunes et soutenues de ces acteurs, nombre de ces Etats fragiles d'Afrique Occidentale auraient emprunté le chemin de la Somalie. A cet égard, WANEP salue tous les efforts de la CEDEAO, au nombre desquels la position adoptée par la Commission contre le Président Mamadou Tanja du Niger au Sommet Extraordinaire du 17 Octobre 2009. De même, WANEP se réjouit des décisions prises par la Commission pour aider à contenir les tensions politiques en Guinée - particulièrement la consultation qui a commencé à porter ses fruits le 3 novembre 2009 à Ouagadougou, entre les partis politiques et le CONSEIL National pour la Démocratie et le Développement (CNDD) pour ouvrir la voie à une nouvelle feuille de route qui permettrait de sortir de l'impasse politique en Guinée sous la conduite d'un gouvernement de transition présidé par le Général Sékouba Konaté. Le médiateur désigné par la CEDEAO, le Président Blaise COMPAORE du Burkina Faso a joué un rôle clé dans ses missions de médiation au Togo, en Côte d'Ivoire et récemment en Guinée. C'est la preuve que la Sous Région Ouest africaine est en train d'utiliser de plus en plus des ressources et des acteurs qui sont sur place pour résoudre ses crises.

Il se peut que les défis et les obstacles à vaincre pour parvenir à établir des mécanismes efficaces de prévention des conflits, de gestion des crises et d'édification de la paix pour l'Afrique de l'Ouest soient démobilisateurs, mais ils ne sont pas insurmontables. Nous avons la ferme conviction que la paix restera encore hors de notre portée si des mécanismes adéquats d'édification de la paix et de prévention des conflits ne se mettent en fonction et ne s'enracinent pas sur place, au sein des communautés. A cet égard, il est urgent d'investir davantage dans la participation et dans les contributions de la société civile pour une mise en œuvre efficace dans le Programme d'Alerte et de Réactions rapide de la CEDEAO (ECOWARN) afin d'améliorer le mécanisme de prévention des conflits. A travers ses réseaux de surveillants, WANEP continue d'apporter ses contributions stratégiques à la mise en place d'un régime de prévention efficace des conflits dans tous les pays de la Sous Région. Le présent rapport s'ouvre sur un message du Président du Conseil d'administration et un rapport de la Direction. Ensuite il présente une brève vue d'ensemble des défis à la paix et à la sécurité en Afrique de l'Ouest au cours de l'année 2009 avant de porter l'accent sur les diverses activités et les divers programmes exécutés par le Secrétariat Régional et les réseaux nationaux.

La toute première visite en Afrique Sub-saharienne de Barack OBAMA, le premier Président Afro-Américain, visite qui eut lieu les 10 et 11 Juillet 2009, a été considérée par beaucoup d'observateurs comme un hommage rendu au Ghana pour ses efforts encourageants en matière de démocratie. Au milieu des réjouissances, le Président OBAMA a mis cette visite au Ghana à profit pour livrer un message fort aux chefs d'état autocrates d'Afrique, à savoir que : « Au XXI<sup>e</sup> siècle, des institutions compétentes, fiables et transparentes sont la clé du succès – cela veut dire des parlements forts, des forces de police honnêtes, une justice indépendante, une presse indépendante, un secteur privé et un société civile dynamiques. Ce sont là les valeurs qui donnent vie à la démocratie car ce sont elles qui importent dans la vie quotidienne des peuples. » Avant cette visite, il avait dit en substance dans une interview accordée à allAfrica.com : « Nous voulons seulement nous assurer que les populations sont attentives au fait qu'il ne s'agit pas seulement d'une notion abstraite que nous essayons d'imposer à l'Afrique. L'instabilité politique et la corruption entraînent avec elles des conséquences concrètes, pragmatiques quand il se pose la question de savoir si les gens peuvent nourrir leurs familles, éduquer leurs enfants; et nous pensons que l'Afrique – que le continent africain est une terre de promesses extraordinaires ainsi que de défis. »

La remarque du Président OBAMA à propos des conséquences pragmatiques et concrètes de l'instabilité politique n'était pas des paroles en l'air pour les peuples de Côte d'Ivoire, du Niger, de la Guinée et de la Guinée-Bissau dont les crises politiques demeurent complexes et portent en elles la possibilité d'ébranler la paix dans toute la région. En réalité l'année 2009 s'est terminée sur de nombreux problèmes politiques non résolus parmi lesquels le problème de l'impunité de ceux qui portent la plus grande responsabilité dans les cas massifs de viol de femmes et dans le massacre de plus de 150 manifestants favorables à la démocratie au Stade National de Conakry le 29 Septembre 2009.

Un examen de la situation de la paix et de la sécurité en Afrique de l'Ouest en 2009 a révélé une sous-région profondément affectée par de nombreux problèmes épineux de sécurité et des difficultés sociales et économiques au nombre desquelles on peut citer l'influence négative de la crise économique mondiale qui provoque une flambée des prix de l'énergie et des produits vivriers accompagnée d'un déclin prononcé des exportations de matières premières et des paiements. A côté de ces défis, de nouvelles formes de crimes transfrontaliers organisés se font jour en Afrique de l'Ouest comme les récents incidents au cours desquels des pirates ont pénétré la ligne côtière ouest africaine, en provenance de la Corne de l'Afrique, l'opération d'Al-Qaeda dans le désert du Sahara entre l'Algérie, le Mali et le Niger, réclamant la responsabilité de plusieurs attaques, y compris la mise à mort d'un citoyen américain en Mauritanie et la prise d'un ressortissant britannique en otage. Le 17 Juin 2009, les forces de sécurité maliennes ont échappé à un camp que l'on soupçonne être un base d'Al-Qaeda dans le désert du Sahara près de la frontière de l'Algérie et ce, après qu'un officier supérieur du Service de renseignement Malien a été tué à Tombouctou. De même, les cartels de la drogue en provenance d'Amérique du Sud ont maintenu leur présence et leurs activités en Afrique de l'Ouest, se servant de la région comme des lieux de transit pour transporter les stupéfiants vers l'Europe et l'Amérique du Nord. Quoique le Rapport 2009 sur la Droque dans le Monde fasse état d'une

réduction du volume de ces substances qui transitent par l'Afrique de l'Ouest, cette situation représente une sérieuse menace pour l'avenir de la jeunesse ainsi que pour la paix et la sécurité dans la sous-région.

D'autre part, les leaders politiques en Afrique de l'Ouest ne semblent pas accorder beaucoup d'attention aux conflits entre les paysans et les éleveurs de bétail dans la zone du Sahel où la désertification progresse inexorablement. Notre département d'Alerte Précoce a enregistré un nombre alarmant de confrontations violentes aussi bien au sein des communautés qu'entre des communautés distinctes impliquant des paysans et des éleveurs de bétails en plusieurs endroits du Sahel ouest africain. Si l'on ne prête pas l'attention nécessaire à ce problème pour lui trouver une solution, l'on assistera à une recrudescence de la violence dans les communautés compte tenu de la diminution rapide des rares ressources. Par ailleurs, il y a une tendance préoccupante à une hausse de la criminalité dans les sociétés qui se relèvent de la guerre, notamment en Côte d'Ivoire, en Guinée Bissau, en Sierra Leone et au Libéria; cela provient du fait qu'il existe encore beaucoup de problèmes qui ne sont pas encore résolus, notamment les inégalités au sein d'une même classe sociale, des colères et des haines profondément ancrées et le problème du chômage de la jeunesse. S'y ajoutent des problèmes socio-économiques, la discrimination ethnique systématique, des cas de déni de droits de l'homme, des litiges issus de la participation à la vie politique, des griefs à propos de l'allocation des terres et autres ressources naturelles, toutes causes qui ont été à l'origine de conflits au cours des décennies passées et qui sont encore gravées dans le tissu de ces sociétés post-confliktuelles.

La paix et la Sécurité en Côte d'Ivoire tiennent encore à un mince fil : l'organisation des élections. Alors que l'on attend toujours la confirmation de la date officielle de ces élections après de nombreux reports, le gouvernement de transition conduit par le Président Laurent Gbagbo ne semble pas très porté



Violent Demonstrations in Guinea,  
Source: AFP

## 2009 : LA PAIX ET LA SECURITE DE L'AFRIQUE DE L'OUEST EN PERSPECTIVE



à collaborer avec les leaders de l'opposition pour sortir le pays de l'impasse politique. L'une des causes profondes de la guerre civile et qui demeure encore aujourd'hui le principal enjeu est le problème de l'identité ; il se trouve au cœur de la controverse qui entoure le processus d'inscription des votants. Il y a en outre la réticence des groupes de rebelles ainsi que des milices à déposer toutes leurs armes, à se démobiliser et à réintégrer la société avant les élections.

Au Nigéria, la situation politique au dernier semestre 2009 était imprévisible. La santé déclinante du Président Umaru YAR'ADUA ainsi que sa longue absence dans l'exercice de ses responsabilités de chef de l'Exécutif était un test décisif de l'adhésion du pays à l'idéal constitutionnel et à l'état de droit, étant donné le parcours en dents de scie de la vie politique du pays. Des tensions entre communautés doublées de conflits religieux et ethniques ont connu une recrudescence dans la Région du Nord, plus particulièrement sur le Plateau de Jos. L'accord de cessez-le-feu sur le conflit du Delta du Niger a été largement violé, le Gouvernement et les combattants rebelles étant tous deux passés outre aux conditions d'amnistie.

Au Ghana, la jubilation qui a salué la découverte du pétrole a été atténuée par un optimisme prudent dans la mesure où les échos provenant de la gestion d'autres ressources naturelles dans d'autres états africains ne sont guère encourageants. L'expérience de la malédiction des ressources naturelles comme l'ont vécue des pays voisins comme le Nigéria, est un sujet de préoccupation et une leçon à méditer afin que les Ghanéens puissent récolter les bienfaits de la découverte de ce pétrole. De façon générale, l'on anticipe déjà que cette découverte va générer la masse brute d'autofinancement tant recherchée pour commencer à améliorer, à partir de 2010, les conditions de vie du Ghanéen moyen. Durant sa visite de deux jours, le Président Barack OBAMA a insisté sur l'urgente nécessité d'« investir le revenu du pétrole dans le développement humain et dans la mise en place des infrastructures » ; il a lancé une mise en garde contre la dépendance à l'égard des matières premières et recommandé « la diversification économique ».

Au Togo, la consolidation du processus de paix, de sécurité et de démocratisation repose sur les résultats des élections présidentielles prévues pour le 28 février 2010. L'annonce de cette date, le 18 Septembre 2009, a ajouté un contentieux de plus aux nombreux enjeux politiques et sujets à controverse non résolus qui caractérisent le paysage poli-

tique du pays. Au nombre de ces problèmes politiques, l'on peut citer la tentative de coup d'état d'Avril 2009 qui serait organisée par Kpachta GNASSINGBE, le demi-frère du Président Faure GNASSINGBE. De nombreux observateurs sont d'avis que les élections togolaises portent en elles des germes de remous dans la société.

Au Libéria, le rapport de la Commission «Vérité et Réconciliation» (CVR) du pays a été achevé et soumis le 30 juin 2009 après trois années d'un travail acharné pour lancer un mandat fixé par la Législature Nationale de Transition à travers l'Acte sur la «Commission Vérité et Réconciliation» de 2005. Ce rapport semble porter en germe la possibilité d'une désintégration de la paix fragile qui règne présentement dans le pays. Il fait l'objet de critiques provenant de plusieurs sources à cause de ses recommandations controversées qui ne semblent pas prendre en compte le dilemme de la paix et de la sécurité au Libéria. L'une des recommandations les plus controversées fut d'écartier la Présidente de toute responsabilité publique pendant trente ans. La Présidente Ellen Johnson-Sirleaf a comparu devant la commission en Février 2009 et a admis que la rébellion de Charles Taylor contre Samuel Doe à la fin des années 80 était nécessaire ; voilà pourquoi elle lui a donné \$10.000. Cette donation à la rébellion de Charles Taylor fut la cause de son inculpation. La Présidente doit rendre compte à la Législature Nationale de Transition de la mise en application des recommandations de la CVR. Au lieu des trente années de sanction qu'elle doit subir, la Présidente Johnson-Sirleaf a exprimé son intention de se présenter aux élections présidentielles de 2011.

En Gambie, la déclaration délirante faite par le Président Yahya Jaammeh le Lundi 21 septembre 2009 à la Télévision Nationale affirmant qu'il tuerait quiconque voudra déstabiliser le pays est un sujet de préoccupation. De plus, il est établi que le Président a menacé les défenseurs des droits de l'Homme que leur « sécurité personnelle ne serait par garantie par le Gouvernement de la Gambie ». En Août 2009, six journalistes ont été arrêtés, détenus, jugés et condamnés à cinq ans de prison. Cependant, ils ont été libérés plus tard après que le président Jammeh leur a pardonné. La Gambie était connue autrefois pour la paix qui régnait dans le pays, dans une région caractérisée par des conflits armés ; aujourd'hui, cette paix est en train de se détériorer et cède la place aux conflits tandis que le pays devient instable.

En Guinée-Bissau, la classe politique a réagi promptement aux pressions nationales, régionales et internationales d'organiser des élections présidentielles et de mettre fin à la culture de la vendetta politique après l'assassinat du Président João Bernardo Vieira le 2 Mars 2009 et du Général Tagme Na Waie, le 1er Mars 2009. Les Forces Armées auraient accusé le Président Vieira d'avoir orchestré l'assassinat du chef d'Etat-major des Forces armées le Général Tagme Na Waie qui est mort dans l'explosion d'une bombe le 1er Mars 2009. Les élections ont été tenues au milieu de spéculations pessimistes selon lesquelles le pays pourrait retomber dans la guerre civile, étant donné l'insubordination des militaires, les chamailleries de la classe politique, l'indiscipline de l'appareil de sécurité et l'omniprésence du trafic de la drogue pour ne citer que quelques aspects déterminants de la situation.

Globalement, l'on ne peut pas rejeter l'idée que les crises politiques récurrentes et persistantes en Afrique de l'Ouest ne sont pas sans lien avec la lutte pour la création d'un Etat et le processus de construction de l'Etat. La CEDEAO, la Communauté Internationale et la Société Civile en Afrique de l'Ouest doivent maintenir leurs efforts et accompagner le processus difficile de construction de la paix en Afrique de l'Ouest pour essayer de prévenir l'effondrement d'un certain nombre de ces Etats fragiles de la Sous-région.



## ACTIVITES REGIONALES 2009

# WANEP

## 10th Anniversary



### CÉLÉBRATION DU 10e ANNIVERSAIRE DE WANEP :

Du 19 au 22 Janvier 2009, WANEP a tenu sa dixième Assemblée Générale Annuelle (AGA) et célébré le dixième anniversaire de son existence en tant que réseau entièrement opérationnel. Dans le discours de bienvenue qu'il a prononcé à la cérémonie officielle d'ouverture des festivités, le Président sortant du Conseil d'Administration, Révérend Professeur Emmanuel ANYAMBOD ANYA, Recteur de l'Université Protestante du Cameroun, a loué la vision des Pères Fondateurs de WANEP. Il a fait remarquer que cela valait la peine de célébrer les dix ans de service continu et ininterrompu dans la vie de l'organisation, surtout dans un contexte où les initiatives voient le jour pour disparaître le lendemain. Tout en reconnaissant les épreuves que l'organisation a traversées au cours de son parcours de dix ans, il a affirmé que WANEP en est sorti plus résistant et plus fort.

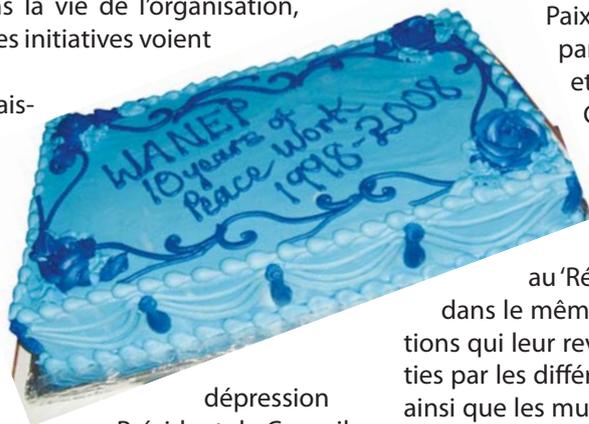
Devant la menace de la dépression économique mondiale, le Président du Conseil d'Administration a demandé au monde des entreprises et des affaires, surtout aux institutions qui sont opérationnelles en Afrique, de se considérer comme des partenaires dans la construction de la paix et, dans ce sens, d'apporter leur soutien à des organisations issues d'initiatives locales comme WANEP.

De son côté, le Directeur Exécutif de WANEP (l'un des Pères Fondateurs) a souhaité la bienvenue aux réseaux et les a félicités pour leur engagement, leur dévouement, leur persévérance et leur professionnalisme durant les dix années d'existence de l'organisation sous-régionale. Il a rendu hommage aux membres du personnel, aussi bien

actuels qu'anciens et les a encouragés à persévérer dans leur détermination à poursuivre la vision et les objectifs de WANEP en dépit des obstacles. Des organisations-partenaires basées au Ghana n'ont pas manqué d'envoyer des messages de bonne volonté. Le discours – programme a été prononcé par Monsieur William AWINADOR-KANYIRIGE, Directeur du Bureau Afrique et Union Africaine (et dernier Chef de Personnel du Président de la Commission de la CEDEAO) au Ministère des Affaires Etrangères du Ghana. Il a reconnu l'œuvre remarquable accomplie en dix ans par WANEP en faveur de la Paix dans la Sous Région. Il a surtout salué le partenariat stratégique combien fructueux et avant-gardiste de l'organisation avec la CEDEAO pour la prévention des conflits par l'alerte précoce. Soulignant que des Organisations de la Société Civile (OSC) comme WANEP sont des institutions crédibles, Mr AWINADOR a demandé au 'Réseau Ouest-africain' et aux OSC conçues dans le même esprit de s'élever et d'occuper les positions qui leur reviennent de droit et qui sont déjà garanties par les différentes dispositions légales de la CEDEAO ainsi que les multiples points d'entrée tant au niveau national que régional.

### MISE EN PLACE D'UN NOUVEAU CONSEIL D'ADMINISTRATION

L'un des plus importants acquis de l'Assemblée Générale de Janvier 2009 fut la mise en place d'un nouveau Conseil d'Administration. Ce fut l'aboutissement d'un processus qui a commencé dans le contexte de la restructuration de WANEP il y a plus de deux ans. Les consultations en vue de rassembler des noms pour constituer un nouveau Conseil d'administration qui soit professionnel ont commencé depuis l'Assemblée Gé-



## ACTIVITES REGIONALES 2009



nérale de 2008. Le processus a été conduit dans la transparence et les propositions de candidatures sont venues d'organisations-membres ; elles ont été coordonnées par les réseaux nationaux selon des critères convenus qui sont, entre autres : la compétence en matière d'édification de la paix, le sexe, la capacité de développer l'organisation, les finances et la gestion. Les Curriculum Vitae (CV) des personnes proposées ont été examinés ; l'on a contacté les candidats qui ont été pré-sélectionnés pour obtenir confirmation de leurs candidatures. Ensuite leurs noms ont été examinés par le Conseil d'administration sortant, puis soumis à l'Assemblée Générale de WANEP pour validation et vote. Voici la liste des candidats qui ont été retenus comme membres du nouveau Conseil d'Administration de WANEP pour les deux prochaines années (quatre hommes et trois femmes) :

- **Dr Lydia UMAR**
- **M. William AWINADOR**
- **Professeur Isaac OLAWALE Albert**
- **Mme Fatoumattou BATOKO-ZOSSOU**
- **M. Seth KLUVIA**
- **M. Michel SODJIEDO Capo Milan**
- **Dr Christiana THORPE**

### **EXAMEN DE LA CONSTITUTION ET DES ARRÊTÉS**

Après dix années d'activité pratique, WANEP a révisé sa constitution et ses arrêtés. L'Assemblée Générale de 2009 a passé en revue et approuvé la « Constitution dans sa nouvelle version » qui sera finalisée (pour s'assurer qu'elle est conforme aux lois et règles ghanéennes en vigueur) et imprimée en anglais et en français (et plus tard en portugais). La nouvelle version de la Constitution a enlevé les ambiguïtés apparentes. Tirant leçon des dix années d'expériences, les réseaux nationaux ont guidé les discussions et veillé à ce que le document d'orientation reflète les réalités de l'heure.

Le processus de révision a aussi pris en compte l'opération de restructuration en cours qui a conféré plus de responsabilité aux réseaux nationaux, faisant d'eux de véritables forces politiques pour WANEP.

### **LANCEMENT DU PROJET DE DOCUMENTATION DÉNOMMÉ « NOTRE HISTOIRE »**

L'un des résultats majeurs de l'Assemblée Générale Annuelle (que l'on convient maintenant d'appeler tout simplement l'Assemblée Générale) fut la décision prise

par les réseaux nationaux et le Secrétariat Régional de

WANEP de préparer une documentation sur l'histoire de l'Organisation. Elle se présentera sous la forme d'un livre et d'un film documentaire. Dans cette perspective, l'on est en train de mettre en place les directives utiles. Personne ne peut raconter l'histoire de WANEP mieux que les acteurs eux-mêmes.

### **L'INSTITUT OUEST AFRICAIN POUR L'EDIFICATION DE LA PAIX (WAPI) 2009**

WANEP a organisé, du 31 Août au 18 Septembre 2009, avec l'appui de la Coopération Technique allemande (GTZ), sa 8e session de formation au Centre International Kofi Annan de formation au Maintien de la Paix (KAIPTC) à Accra (Ghana). La session de WAPI a regroupé, cette année, 30 participants dont 15 femmes et 15 hommes provenant d'Afrique de l'Ouest et d'autres régions de l'Afrique, du Moyen-Orient et de l'Asie. Parmi les participants figuraient quelques hauts cadres dont un général des Forces armées du Mali, un révérend pasteur de l'Église Mennonite et un haut fonctionnaire du Ministère des Affaires Civiles de la Force Intérimaire des Nations Unies au Liban. Les autres participants étaient des représentants du Secrétariat Catholique du Nigéria, de l'Organisation Humanitaire des Femmes au Liban et un représentant de 'Concern Universal' en Italie. L'année 2009 a porté le nombre total de praticiens formés par WAPI à l'édification de la paix à environ 380, répartis sur l'Afrique occidentale et d'autres parties du monde. WAPI continue de développer sa formation orientée vers la pratique de la transformation des conflits et de l'édification de la paix en vue d'accroître le nombre de personnes compétentes et informées ainsi que de praticiens actifs dans l'édification de la paix en Afrique et au de-là.





## ACTIVITES REGIONALES 2009

### LE PROGRAMME DE WIPNET

Dans le cadre du programme régional de contrôle des armes de Oxfam GB parrainé par l'Agence Internationale Suédoise de Développement (SIDA), WANEP a procédé à l'évaluation de l'impact d'un projet de trois ans conduit par WIPNET dans la région du fleuve Mano (Guinée, Libéria et Sierra Leone). L'objectif principal de cette mission d'évaluation était de mesurer l'impact de ce projet sur les femmes au cours de ces trois dernières années ainsi que leur capacité à influencer les politiques de paix et de sécurité aux niveaux local et national. Dans le cadre du volet 'renforcement des capacités du projet', le manuel de formation des femmes communautaires conçu par WANEP a été traduit dans les langues locales et utilisé pour former un grand nombre de femmes formatrices dans le domaine de l'édification de la paix et de la résolution des conflits. WANEP a signé des contrats avec des stations de radio locales afin que les femmes puissent utiliser cet espace de communication pour diffuser leurs points de vue sur les questions liées à la paix, à la sécurité et au développement. Le projet de WIPNET a mis en place un mécanisme qui offre l'alternative d'un règlement extrajudiciaire des différends afin de promouvoir la co-existence pacifique dans les communautés respectives. Au Libéria, le projet de WIPNET a construit des «Cases de la paix» dans chacune des communautés dans lesquelles il a été exécuté ; l'objectif visé est de résoudre pacifiquement les conflits locaux à travers le dialogue.

### PREVENTION COLLECTIVE DES CONFLITS ET GESTION DES CRISES EN AFRIQUE OCCIDENTALE

Dans le cadre de son programme dénommé «Prévention collective des conflits et gestion des crises en Afrique de l'Ouest », le Secrétariat Régional de WANEP a organisé, avec le financement du Gouvernement de la Finlande, une consultation nationale à Conakry du 23 au 24 avril 2009. La consultation avait pour thème : "Transition démocratique pacifique en Guinée";

WANEP avait ressenti la nécessité de réunir la société civile et les représentants du gouvernement pour examiner sérieusement la crise politique actuelle en Guinée et proposer des recommandations et des suggestions concrètes. La consultation visait à provoquer une prise de conscience des actions collectives à mener devant l'intensité de la crise politique pour promouvoir une transition démocratique pacifique en Guinée.

Étaient convoqués à cette rencontre des dirigeants de syndicats de la Guinée, des représentants des partis politiques, des institutions internationales, le représentant spécial du Président de la Commission de la CEDEAO, UN-OCHA, les représentants des forces de sécurité, de l'armée ainsi que les médias. Le Secrétariat permanent de la CNDD a présidé les cérémonies d'ouverture et de clôture. L'atelier de deux jours a été animé par Dr Thierno Maadjou Sow de la Ligue Guinéenne des Droits de l'Homme (OGDH) et présidé par Mgr Albert David Gomez Guillaume, l'évêque Anglican de la Guinée.

Après deux jours d'intenses délibérations, un communiqué a été préparé et approuvé par tous les participants. La consultation a mis en relief une préparation insuffisante de la société civile et un morcellement de la classe politique qui ne permettent pas une unification des efforts en vue de rétablir la démocratie en Guinée.

### LE PARTENARIAT DE WANEP ET DE LA CEDEAO

WANEP a organisé à Accra, du 17 au 20 Août 2009, en partenariat avec le Département de l'Alerte Précoce de la CEDEAO, un atelier destiné à partager des expériences et à former des analystes. L'objectif général de ces trois jours d'atelier était de partager avec les analystes nouvellement recrutés par la CEDEAO, des éléments-clés nécessaires pour rendre le système d'ECOWARN hautement opérationnel et efficace. A la fin de ces trois jours de formation, l'on a identifié les lacunes et les défis contenus dans la masse d'informations du système d'ECOWARN et l'on a fait des recommandations pour l'améliorer. L'atelier a permis d'informer les uns et les autres des bonnes pratiques à adopter et de renforcer les relations de travail entre les analystes du Secrétariat de la CEDEAO et ceux



## ACTIVITES REGIONALES 2009



de WANEP. L'on a insisté sur le fait que WANEP doit renforcer l'approche de l'alerte précoce et de la prévention des conflits fondée sur les communautés. Un autre événement qui a marqué le partenariat entre WANEP et la CEDEAO a été la réunion trimestrielle de coordination tenue à Accra, du 5 au 6 mai. Les délibérations ont porté sur la nécessité d'assurer une coordination efficace de la collecte et de l'analyse des données du Système d'Alerte Précoce de la CEDEAO (ECOWARN- System). Étaient présents à cette réunion le Directeur du Département de l'Alerte précoce de la CEDEAO, les Responsables des bureaux de zones de la CEDEAO, le Directeur Exécutif de WANEP, le représentant de l'Agence des États-Unis pour le Développement International (USAID), et le Secrétaire Général du Forum de la Société Civile de l'Afrique de l'Ouest (WACSO/FOSCAO). Du 25 au 29 mai 2009, à l'invitation de la CEDEAO, WANEP a participé à un atelier de trois jours à Bamako (Mali) pour élaborer et conduire une évaluation des risques dans la sous-région.

La réunion a rassemblé des experts d'organisations de la société civile, des universités et des instituts de recherche en provenance aussi bien de l'Afrique de l'Ouest que de la diaspora pour mettre au point une approche et une méthodologie de l'exercice d'évaluation des risques au niveau régional. L'atelier a été organisé avec le soutien financier du Club du Sahel qui a son siège à Paris.

### **L'alerte Précoce et le Soutien de EWARDS à son élaboration**

Le projet EWARDS a officiellement débuté en mai 2009. La première réunion formelle des parties concernées par le Fonds d'Aide EWARDS (qui est géré par ARD Inc. une institution basée aux États-Unis,) s'est tenue au siège de la CEDEAO à Abuja. WANEP a été représenté à cette rencontre par son directeur des programmes. ARD Inc. a installé son bureau au siège de WANEP dans le but de travailler à proximité et en partenariat avec l'organisation pour mener à bien le projet de deux ans destiné à soutenir la CEDEAO et la société civile dans leurs efforts pour renforcer le système d'alerte précoce et de réaction rapide.

### **Renforcement des capacités des Organisations de la Société Civile**

En collaboration avec Inwent, un service allemand d'experts en information, WANEP a organisé à Accra un atelier à l'intention des points focaux du système de l'ECOWARN. Cet atelier avait été spécialement conçu pour former les trente (30) moniteurs (15 du gouvernement et 15 de la société civile) chargés quotidiennement de la collecte des informations pour le système d'alerte précoce de la CEDEAO. L'atelier de quatre jours s'est concentré sur le premier niveau d'analyse des données.

WANEP a par ailleurs participé à un atelier international d'experts sur le thème «Les opportunités et les risques des élections en Afrique» organisée à la Katholische Akademie, Berlin-Mitte, à Berlin, en Allemagne du 26 au 28 mai 2009. L'atelier a été organisé et parrainé par le Ministère fédéral de la Coopération économique et du développement en partenariat avec le Groupe de travail sur le développement et la paix (FriEnt), en Allemagne. Au-delà du symbolisme historique de la ville de Berlin comme un lieu qui a été le théâtre d'événements qui ont changé le cours de l'histoire de la planète, l'atelier a exploré les voies et moyens pour assurer de manière proactive des élections libres, équitables, transparentes et pacifiques en Afrique. Les leçons tirées des expériences du Zimbabwe, du Kenya, du Ghana et du Nigeria ont servi d'exemples sur lesquels ont porté les débats relatifs aux questions électorales.

### **Recherche et Plaidoyer**

WANEP a mené une recherche orientée vers le plaidoyer et ayant pour sujet : «La démocratie : une voie vers la paix et la sécurité humaine au Ghana ». L'étude, financée par le Ghana Research Advocacy Programme (G-RAP), avait pour but d'amener les décideurs politiques à prendre conscience que l'accès limité aux services publics et aux ressources essentielles conduirait à une stratégie désespérée de survie pour le Ghanéen moyen et constituerait par conséquent une menace à la paix et à la stabilité. On remarque dans l'ensemble, une négligence de la part des décideurs à traiter de manière globale, les besoins sociaux, politiques et de croissance de la population ghanéenne. Après quatre mois d'enquête préliminaire dans le pays, l'étude a établi une corrélation très importante entre la sécurité humaine et la démocratie. Elle souligne qu'une définition plus large de la démocratie doit prendre en compte la résolution des problèmes liés à la sécurité humaine tels que la garantie d'être à l'abri du besoin et d'être libéré de toute inquiétude, toutes choses qui constituent des facteurs très déterminants pour la poursuite du bien-être économique et social du ghanéen moyen. Dans le pays même, on a observé avec préoccupation le problème de l'abandon des zones rurales, du chômage des jeunes, de la recrudescence des vols armés et d'autres actes de criminalité. L'étude a conclu que les efforts de réduction de la pauvreté dans le contexte ghanéen doivent viser la participation du plus grand nombre de personnes à la gouvernance et au développement économique.

Dans la même veine, WANEP a, en partenariat avec NPI-Afrique, partagé avec la société civile et le gouvernement togolais, les découvertes d'une étude approfondie étalée sur quinze mois portant sur les expériences de justice transitionnelle en Afrique. Cette étude s'est terminée en 2008 et les chercheurs se sont fixés pour objectif d'informer les pays qui sont sur le point de recourir à cette justice transitionnelle ou qui envisagent de mettre en place une structure similaire. La publication du projet collectif de recherche financé par le Centre International de Recherche sur le Développement (IDRC) a été intitulée : «Les expériences de Justice transitionnelle et l'essor



## ACTIVITES REGIONALES 2009

des modèles de 'Commissions Vérité et Réconciliation' (CVR) en Afrique : leçons et implications pour les sociétés après les Accords » L'objectif de la recherche dans ce domaine était de contribuer au débat public sur les avantages et les inconvénients de l'établissement de la 'Commission Vérité, Justice et Réconciliation (TJRC)'.

Le séminaire destiné à la diffusion de ces découvertes au Togo a eu lieu les 22 et 23 Juin 2009 ; son but était de contribuer aux débats au niveau national, de partager les leçons apprises et de faire des suggestions et des recommandations concrètes aussi bien au gouvernement togolais qu'à la société civile. De façon précise, les objectifs de la consultation étaient de partager les leçons et expériences des 'Commissions Vérité' en Afrique; de trouver des idées sur ce que les différents acteurs (société civile, médias, chefs religieux, et les citoyens en général) peuvent faire pour maximiser les résultats de la TJRC dans ses différentes phases (phase préparatoire, phase opérationnelle et phase de mise en œuvre) au Togo, et d'établir des critères pour déterminer la réalisation des trois piliers de la commission, à savoir : la vérité, la justice et la réconciliation.

### **Le Bureau -Afrique de IFOR / WPP**

WANEP partage les mêmes locaux que le bureau Afrique de IFOR/WPP. En 2009, dans sa volonté de promouvoir la non-violence orientée vers le genre comme seul moyen viable d'acquiescer une paix durable en Afrique, le Bureau a pu atteindre douze (12) autres pays africains. Tirant leçon des expériences de l'année précédente, le Bureau-Afrique de WPP a pu accroître le nombre de femmes formées dans le domaine de l'édification de la paix fondée sur la non-violence active pour contribuer à l'élimination des disparités entre les sexes dans les initiatives de paix. Au cours de l'année en revue, le Bureau Afrique de WPP a mené diverses activités et a pris part à plusieurs autres.

### **Colloque International**

La coordonnatrice régionale du Bureau-Afrique de WPP, la chargée de Programme et quatre autres membres du réseau ont participé ensemble au Colloque International sur la promotion de la Femme, le développement du leadership, la paix et la sécurité internationale, organisé à l'initiative conjointe de la Présidente du Liberia, Ellen Johnson Sirleaf, et de la présidente de la Finlande, Tarja Halonen du 07 au 08 Mars 2009, à Monrovia. WPP a organisé une réunion parallèle en marge de ce colloque international afin d'attirer l'attention des uns et des autres sur les difficultés rencontrées par les femmes au Ghana, en République Démocratique du Congo et au Zimbabwe et d'informer les participants sur l'impact des activités relatives à l'égalité des sexes dans lesquelles WPP s'est engagé.

### **Réunion consultative annuelle des formateurs, des stagiaires et des mentors de WPP**

La Réunion consultative annuelle des formateurs, des stagiaires et des mentors de WPP a eu lieu à Nairobi, au Kenya du 30 Mars au 1er avril 2009. Au total, quarante et une (41) femmes africaines artisanes de la paix ont pris part à la rencontre. Parmi elles figuraient 27 anciennes stagiaires (qui ont suivi la Formation de Formateurs organisée pour les régions de la Grande Corne et de l'Afrique Centrale), trois (3) mentors et quatre (4) formateurs. L'objectif de la réunion de trois jours était de renforcer la mise en réseau stratégique en cours et de créer une plateforme de collaboration entre les participants ; la réunion vise aussi à passer en revue les formations de Formateurs antérieures, à consigner par écrit les leçons apprises ainsi que les meilleures pratiques pour les activités futures. Un manuel de formation et un plan d'action de six mois ont été élaborés pour les membres du réseau à l'issue de cette consultation.

### **Formation des Formateurs sur le genre et la non-violence active**

Le Bureau-Afrique de WPP a tenu sa formation de formateurs sur le genre et à la non-violence active pour la sous-région Ouest-africaine du 4 au 15 mai 2009 à Accra (Ghana). Un total de 20 participants (19 femmes et 1 homme) représentant 11 pays ouest-africains ont pris part à cette formation. L'objectif de la formation était d'approfondir la compréhension de la non-violence active orientée sur le genre comme une alternative stratégique viable pour la transformation des conflits et l'édification de la paix. L'objectif de cette formation était de promouvoir la participation active et la visibilité des femmes africaines artisanes de paix dans le domaine de la paix et de la sécurité. À la fin de la formation, les participants ont élaboré, chacun, un projet destiné à reproduire la formation dans leurs pays respectifs avec l'appui financier et technique du Bureau-Afrique de WPP. Au total, 18 formations de suivi ont été organisées au Bénin, en Côte d'Ivoire, au Ghana, en Guinée, au Libéria, au Mali, au Nigeria, au Sénégal, en Sierra Leone et au Togo.

### **Forum de WPP sur la documentation du réseau**

Un Forum de deux jours sur la documentation du réseau de WPP a été organisé les 26 et 27 Octobre 2009 à Nairobi (Kenya). Ce forum intervient dans le cadre de l'objectif du Bureau Afrique de documenter et de diffuser les informations portant sur les actions méritoires des femmes africaines artisanes de paix. Ce forum a offert aux femmes l'occasion de recueillir et de consigner par écrit le récit captivant de leurs exploits. La rencontre qui s'est tenue à Nairobi, au Kenya a réuni 55 participantes anciennes stagiaires de WPP venues de 22 pays africains. Le forum a abouti à la compilation de récits de femmes africaines artisanes de paix, récits qui seront publiés en 2010 dans les versions anglaise et française. L'on espère que le document servira de source d'inspiration pour les femmes africaines artisanes de paix.

## ACTIVITÉS DES RÉSEAUX NATIONAUX EN 2010



### WANEP-BÉNIN

WANEP-Bénin a achevé ses manuels de procédures financières et administratives ainsi que son plan stratégique pour la période de 2010-2011. Ce plan a été validé le 15 Novembre 2009. Le moniteur de la société civile de WANEP-Bénin a présenté en tout cinquante-deux (52) rapports de situation (52) (100% du rapport requis) à la date du 31 Décembre 2009. De plus, en tout trente-six (36) rapports d'incidents ont également été soumis au cours de la même période. Certaines des principales activités mises en œuvre sont résumées ci-dessous:



#### **Recherche: Réduction de l'enchaînement de risques liés à la vente illégale d'essence dans le sud du Bénin**

WANEP-Bénin a conduit des recherches sur la question de la «Réduction des risques liés à la vente illégale d'essence dans le sud du Bénin». Ce projet de recherche a été entrepris dans le cadre des activités du Réseau Mondial pour la Réduction des Catastrophes (GNDR), un réseau international de la société civile impliqué dans la réduction des risques ; WANEP-Bénin est l'organisme chargé de la coordination de ce projet au niveau national. Les résultats



de la recherche, validés puis mis à la disposition du public, ont révélé que le Bénin ne disposait pas de l'infrastructure matérielle et légale appropriée pour réduire ces risques.

#### **La réforme électorale pour la paix au Bénin**

WANEP-Bénin, en étroite collaboration avec d'autres Organisations de la Société Civile (OSC) ne cesse de plaider pour une réforme électorale au Bénin. En 2009, les élections dans les communautés de base et dans les municipalités ont été loin d'être pacifiques, donnant ainsi un avant-goût de ce qui pourrait se produire au cours des élections législatives et présidentielles de 2011. WANEP-Bénin ne ménage aucun effort pour promouvoir des élections législatives et présidentielles pacifiques, libres, justes et crédibles. Le Secrétariat a organisé une manifestation qui a mobilisé trente (30) OSC qui ont battu campagne pour la création d'un registre électoral électronique avant les élections de 2011. Le Secrétariat a collaboré avec RIFONGA et le Centre Obata-Afrique pour solliciter l'appui technique et financier de l'USAID pour initier des séances de formation et de sensibilisation et faire le plaidoyer et le lobbying en faveur de la réforme de la Commission Électorale Nationale Indépendante (CENI) et de l'élaboration de codes de conduite plus fiables et durables.

### WANEP-COTE D'IVOIRE

Malgré le climat politique post-conflictuel difficile dans lequel WANEP-Côte d'Ivoire opère, le Secrétariat continue de renforcer son image de marque comme l'une des OSC d'avant-garde dans la promotion de la paix et de la gouvernance démocratique dans le pays. L'une de ses contributions les plus remarquables est son bulletin mensuel qui met en relief les défis majeurs et les jalons de la mise en œuvre de l'Accord de paix de Ouagadougou. Ce projet a été lancé grâce au soutien financier de Open Society Initiative for West Africa (OSIWA) dans le cadre de «l'implication effective des OSC dans la mise en œuvre de l'Accord de paix de Ouagadougou». Tout au long de l'année 2009, le Secrétariat a été en mesure de planifier, coordonner et mettre en œuvre un total de 103 campagnes de sensibilisation au niveau des districts, villes et villages touchant directement 7.895 bénéficiaires dont 3849 femmes et 4043 hommes. Le Bureau ECOWARN du Secrétariat a soumis quarante-huit rapports de situation (48) et 258 rapports d'incident en 2009.

#### **Conférence Internationale de GPPAC**

WANEP-Côte d'Ivoire a organisé, conjointement avec le Centre Européen pour la Prévention des Conflits (ECCP) une conférence internationale du Partenariat Mondial pour la Prévention des Conflits Armés (GPPAC) sur le thème: «Mobilisons-nous pour réagir rapidement aux conflits». Cette conférence s'est tenue à Abidjan du 23 au 26 Février 2009. Elle



## ACTIVITÉS DES RÉSEAUX NATIONAUX EN 2010

avait pour but de réfléchir collectivement sur les mécanismes les plus efficaces pour éviter les crises à travers le monde. Cette conférence a réuni 53 participants dont 33 Ivoiriens et 20 participants internationaux en provenance de l'Argentine, du Canada, du Ghana, de la Hollande, du Kenya, du Liban, de la Russie, du Salvador, du Togo et des États-Unis. Parmi les 53 participants, il y avait 17 femmes (32,1%) 36 hommes (67,9%).

La conférence a été organisée sous le haut patronage du Président de la République de Côte d'Ivoire, Laurent Gbagbo ; la présidence était assumée par le Ministre des Relations institutionnelles et de la réconciliation nationale.



### **Rencontre autour de l'organisation d'élections pacifiques en Côte d'Ivoire**

Compte tenu de la situation sécuritaire fragile de la Côte d'Ivoire et des élections présidentielles en vue, WANEP-Côte d'Ivoire avec l'appui financier de USIP (United States Institute for Peace) a organisé un atelier de deux jours en août 2009 sur le thème: "Analyse du processus électoral et des recommandations concernant les élections démocratiques en Côte d'Ivoire". À la fin de l'atelier, une tournée destinée à la plaidoirie a été organisée pour présenter officiellement les recommandations aux autorités compétentes chargées de la gestion des élections dans le pays. Une visite de courtoisie conduite par l'ancien Premier ministre togolais, Joseph Kokou Koffigoh, a rencontré le président de la Commission électorale indépendante, le Conseil constitutionnel, le Conseil national des supports audiovisuels ainsi que les dirigeants des partis politiques pour leur présenter les recommandations de la réunion.

### **Activités du Programme de WIPNET**

WANEP-Côte d'Ivoire, à travers le programme WIPNET, a organisé un atelier du 05 au 06 Février, 2009 sur « **la promotion de la citoyenneté féminine et l'égalité des sexes en Côte d'Ivoire** ». L'atelier a été organisé pour enrichir le manuel de formation des formateurs sur le genre, la citoyenneté et la mise en réseau pour la paix des femmes Espagnoles et Africaines en vue d'un monde meilleur (Mu-

ieres). Cet atelier a été organisé à l'intention de trente (30) participants qui ont été sélectionnés à Abidjan et à l'intérieur du pays. De même, du 10 Janvier au 17 Mars, WANEP-CI a également organisé, à travers son programme WIPNET, des campagnes de sensibilisation sur le processus électoral dans la région des savanes ; Cette activité a été financée par l'ambassade du Canada. Le projet a été intitulé « **Projet d'éducation civique et de la citoyenneté pour les populations de cinq départements de la Région des Savanes sur le processus électoral et sur le débat démocratique en Côte d'Ivoire** ».

### **Alerte Précoce**

Le programme d'alerte précoce ECOWARN a reçu un financement pour la collecte des informations pour une période d'un mois, du 22 Novembre au 22 Décembre 2009. La collecte des données portait sur les cas de violation des droits de l'homme qui peuvent être des sources potentielles de conflits violents au cours de la période électorale.

### **WANEP-GAMBIE**

WANEP-Gambie accueille actuellement la toute première Coalition de la société civile dans le pays sur les élections et le Réseau d'action sur les armes légères en Gambie (GANSAs), une branche de WAANSAs. Pour le moment, le Secrétariat a été en mesure de surmonter les nombreux défis pour répondre à ses engagements. L'une des stratégies adoptées par le Secrétariat pour avoir à sa disposition les ressources humaines nécessaires a été le recrutement de stagiaires. Les activités et initiatives programmées et mises en œuvre sont résumées ci-dessous:

### **Démocratie et gouvernance**

Un projet de trois mois a été exécuté de Mars à Mai 2009 avec le soutien financier de l'ambassade de la Grande Bretagne, dans le cadre du programme « démocratie et la gouvernance ». L'objectif du projet était d'améliorer les compétences des conseillers locaux nouvellement élus et d'autres acteurs clés du gouvernement local. Dans le cadre du projet, les bénéficiaires ont reçu des instructions sur différents sujets concernant la décentralisation, y compris la Loi de 2002 sur le gouvernement local sous sa forme modifiée. Grâce à des tables rondes sur les radios communautaires, les collectivités locales ont également été sensibilisées sur les fonctions et les responsabilités des autorités locales. Un autre atelier de formation de deux jours a été également organisé pour les représentants des institutions basées dans les communautés, à savoir les enseignants, les chefs religieux et les leaders d'opinion avec des objectifs similaires pour leur participation effective aux problèmes de gouvernance locale. Le résultat attendu est de permettre aux communautés locales de contrôler efficacement les affaires du gouvernement local et d'y prendre part.

## ACTIVITÉS DES RÉSEAUX NATIONAUX EN 2010



### Le Programme de WIPNET

Pour la première fois en deux ans, WANEP-Gambie a réussi à réactiver le programme des Femmes pour l'Édification de la Paix dans le pays en vue de fournir aux femmes une plate-forme pour participer à des questions de paix et de sécurité. Ceci a été rendu possible grâce au soutien d'Action Aid-Gambie sous les auspices de l'Alliance pour la promotion de la sécurité humaine. Dans le cadre du programme WIPNET, le Réseau a organisé un atelier de formation pour un total de trente-cinq (35) participants dont 28 femmes et 7 hommes. Entre autres sujets importants abordés, la formation a principalement porté sur la Résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies sur les femmes, la paix et la sécurité ainsi que sur la Résolution 1888 du Conseil de sécurité des Nations unies sur la violence sexuelle. L'objectif de cet atelier de formation de deux jours était de vulgariser ces instruments internationaux et d'approfondir la compréhension des femmes gambiennes leaders activistes sur les questions relatives aux femmes, à la paix et à la sécurité. Cette occasion a été une opportunité unique qui a permis aux femmes et aux hommes de différents niveaux et cultures d'apprendre et de discuter des questions de sécurité relatives au contexte de la Gambie. L'atelier visait à démystifier le mythe d'après lequel les questions de conflits et de consolidation de la paix n'étaient pas importantes pour le pays puisque la Gambie n'a connu aucun conflit armé depuis son indépendance. L'atelier a invité les femmes à une plus grande participation dans les affaires de médiation et de consolidation de la paix en Gambie.



### Projet sur les armes de petit calibre et les armes légères

La lutte contre la prolifération des armes de petit calibre et les armes légères, contre leur mauvais emploi ou leur emploi abusif est l'un des principaux programmes du Secrétariat. Le projet, d'une durée de trois ans, a finalement pris fin en Juillet 2009 avec une phase d'extension de six mois, du mois d'août 2009 à Janvier 2010. La phase d'extension a vu le jour à la suite de l'appui renouvelé par la CEDEAO de consolider les acquis du projet sur les armes de petit calibre et les armes légères.

Ainsi l'Institution régionale peut renforcer les microprojets en échange d'armes collectées en relevant le niveau des activités.

En outre, WANEP-Gambie, à la suite de ses travaux multiples tant sur le plan national qu'international a été choisi pour assumer la responsabilité de créer et de coordonner les activités de GANSA. Le réseau est composé de douze (12) organisations qui travaillent dans des domaines liés les uns aux autres. Dans le cadre des activités de GANSA, le Programme sur les armes légères de la CEDEAO (ECOSAP) basé à Bamako (Mali) a soutenu, par l'intermédiaire du Bureau gambien du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) une série d'activités de plaidoyer et de sensibilisation pour la ratification et l'appropriation au niveau local de la Convention de la CEDEAO sur les armes de petit calibre et les armes légères. Un forum de deux jours s'est tenu à l'Hôtel Jerma Beach les 15 et 16 Juillet 2009 qui a réuni les parties concernées sur la ratification et l'appropriation au niveau local de la Convention de la CEDEAO sur les armes de petit calibre et les armes légères. Le forum a rassemblé une trentaine de représentants des ministères concernés (Intérieur, Défense et Affaires étrangères), les Organisations de la société civile (OSC), les membres de l'Assemblée nationale, des personnels des Cabinets du Président et du vice-président. Les discussions ont été centrées sur les différentes sections de la Convention et, comme ils se rapportent à la Gambie, à la nécessité de ratifier cette Convention. À la suite de ce forum des parties prenantes, des visites de courtoisie conduites par WANEP-Gambie ont été faites à des partenaires stratégiques et à des institutions du gouvernement, notamment au Vice-président, au ministre de l'Intérieur, au Secrétaire permanent de la défense et au Président de l'Assemblée nationale dans le but de rechercher un soutien à la ratification et à l'appropriation de la Convention au niveau local.

Sous le volet dénommé « Des armes pour le développement » du projet des armes légères, WANEP-Gambie a financé des microprojets à différentes communautés ; au nombre de ceux-ci, on peut citer trois moulins, un centre de formation polyvalente et d'apprentissage et une pompe à eau actionnée à la main. Un autre microprojet a été développé au cours de la phase d'extension. À la suite des consultations avec les membres de la communauté, le projet a identifié la nécessité d'une pharmacie à partir de laquelle les communautés pourront se procurer des médicaments essentiels pour leur bétail. On a constaté un fort taux de mortalité parmi le bétail à cause des difficultés d'accès aux médicaments essentiels. Le projet profitera directement à six communautés avec une population totale d'environ sept mille (7000) habitants constituée essentiellement de femmes éleveurs.





## ACTIVITÉS DES RÉSEAUX NATIONAUX EN 2010

### WANEP-GHANA

De nombreux événements malheureux ont marqué WANEP-Ghana en 2009, mais cela n'a pas pour autant empêché le Secrétariat d'aller de l'avant avec un certain nombre d'initiatives brillantes dans la recherche d'une paix durable dans les Régions Nord et Nord-Est du pays. Les autres activités qui n'ont pu être exécutées par feu le précédent coordonnateur national de réseau ont été mises en œuvre pour renforcer la paix et la sécurité humaine, malgré les défis et les contraintes de financement. Les activités prévues qui ont été exécutées sont les suivantes :

#### L'assemblée générale annuelle (AG)

WANEP-Ghana a tenu son assemblée générale annuelle du 7 au 9 Septembre 2009, au Radach Memorial Centre à Tamale-Central. La réunion a rassemblé environ soixante-dix (70) participants provenant pour la plupart des rangs du Réseau régional de WANEP, du personnel de WANEP-Ghana, de délégations de partenaires et de donateurs. L'assemblée générale annuelle qui a été financée par IBIS Afrique de l'Ouest visait à identifier les problèmes critiques auxquels le réseau est confronté, à développer des mécanismes appropriés pour les résoudre et à réorganiser le réseau.

#### Réunions de l'équipe de surveillance au niveau des communautés

WANEP-Ghana a organisé une consultation à l'intention de soixante-quinze (75) membres de l'équipe de surveillance des communautés dans les cinq régions du nord du Ghana. L'objectif de ces consultations était d'obtenir des informations de première main des communautés pilotes et de se familiariser avec les membres et les parties prenantes au niveau communautaire. Les réunions ont également cherché d'une part à identifier des stratégies pour la collecte des informations, la présentation des rapports et le partage d'informations sur la construction de la paix et de la sécurité humaine au niveau des communautés, d'autre part, à identifier des moyens efficaces pour fournir des informations d'alerte précoce au bureau régional et au système d'ECOWARN. En tout cinquante-trois (53) réunions de l'équipe de surveillance des communautés ont été organisées au cours de l'année 2009 dans cinq régions ; soixante et onze (71) surveillants y ont pris part. Des modalités ont également été établies pour les procédures d'envoi des rapports sur les incidents et les situations; de moniteurs de terrain ont reçu des appareils de communication, un abonnement à l'Internet et l'accès aux médias.

#### La Consultation régionale de prise de contact

WANEP-Ghana a organisé plusieurs consultations de prise de contact dans les cinq régions du pays. L'objectif était de créer une plate-forme pour les parties prenantes dans ces cinq régions dans le but de partager des expériences sur la paix et la sécurité humaine. Les commandants régionaux de la police et de l'armée ont activement participé à la consultation à côté des représentants de la Commission

nationale de l'éducation civique, des officiers de la Prison, du service de l'Immigration, du Conseil régional de coordination, des assemblées de district, des représentants des organisations membres, des leaders religieux et des jeunes.

#### Accord de partenariat

WANEP-Ghana a organisé à Accra, une réunion de deux jours sur l'accord de partenariat, au secrétariat régional de WANEP. La réunion a rassemblé des représentants du ministère de l'Intérieur, du Conseil de sécurité national, du ministère des gouvernements locaux et du développement rural. Le but de l'atelier de partenariat était de présenter le système d'alerte du Ghana à ces différents acteurs du Gouvernement et de les impliquer dans la mise en œuvre de ce projet. À la fin de la réunion, un protocole d'accord (MoU) a été élaboré afin d'officialiser le partenariat entre WANEP-Ghana et les ministères mentionnés ci-dessus dans la mise en œuvre du projet GHANAWARN.

#### Le lancement de GHANAWARN

WANEP-Ghana a lancé le système national d'alerte précoce du Ghana qui fournira des informations au Programme régional d'ECORWARN. La base de données électronique appelée GHANAWARN a été officiellement inaugurée à l'Hôtel Mémorial Radach de Tamale après que le réseau a développé et testé le système avec succès. Au cours de la cérémonie de lancement, l'équipe de surveillance des communautés (CST) et quelques organisations-membres ont soumis des rapports concernant des incidents et des situations délicates sur le site. Le programme a été lancé en Septembre 2009 en présence de soixante (60) représentants des médias et des partenaires dans la mise en œuvre du projet

## ACTIVITÉS DES RÉSEAUX NATIONAUX EN 2010



### **WANEP GUINEE**

WANEP Guinée est en cours de restructuration par le Bureau Régional ; toutefois, WANEP-Guinée a joué un rôle actif pour calmer la récente crise politique dans le pays. Les recommandations émanant d'IBIS Afrique de l'Ouest financées par le Projet Observatoire de la Justice ont été prises en considération lors de l'accord de Ouagadougou intervenu le 3 Novembre 2009 entre les partis politiques et le Conseil National pour la Démocratie et le Développement (CNDD). Le Secrétariat a été consulté par l'administration du CNDD pour faciliter l'élaboration d'un plan d'action national visant à s'approprier l'application locale de la Résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations-Unies. Certaines des activités exécutées sont résumées ci-dessous :

#### ***Atelier national sur les stratégies de construction de la paix en Guinée***

Le Consortium, la Fondation Internationale pour les Systèmes Electoraux (IFES), la Recherche d'un Terrain d'Entente (Search for Common Ground) et WANEP-Guinée ont organisé conjointement un atelier à Conakry en mai 2009 avec le soutien financier de SWISS PEACE / BEFORE. L'objectif principal de l'atelier était d'identifier les sources potentielles de conflit en Guinée, les principaux indicateurs, les mécanismes d'intervention et les options pour prévenir ces conflits. En tout cinquante (50) participants issus des rangs des principales parties prenantes ont assisté à cet atelier.

#### ***Des émissions radiophoniques sur les droits de l'homme***

Une série d'émissions radiophoniques ont été réalisées en Décembre 2009 pour sensibiliser les Guinéens sur les questions de droits de l'homme dans le pays après les viols et les meurtres massifs du 28 Septembre 2009. Les activités ont été exécutées dans le cadre de la Composante « Observatoire de la Justice » du Projet de Démocratisation et des Droits de l'Homme en Afrique de l'Ouest financé par IBIS-Afrique de l'Ouest. La Radio Nationale, la Chaîne de Télévision RTG et la Radio FM SABAR ont été contactées pour diffuser des programmes spéciaux en faveur des femmes et des jeunes.

### **WANEP-LIBERIA**

La démission prématurée du Coordonnateur National du Réseau de WANEP-Libéria par suite d'un problème de santé, et son décès ont été ressentis comme une grande perte pour l'ensemble du réseau WANEP. Un processus de recrutement était en cours pour combler le vide laissé à ce poste par le Coordinateur du Réseau National du Libéria. En tant que pionnier de la défense de la paix et de la réconciliation dans le pays, le programme WIPNET du Secrétariat a été un point de référence pour plusieurs organisations de femmes à travers l'Afrique pour ses contributions exemplaires au processus de paix au Libéria ainsi que pour ses récentes contributions remarquables au processus de construction de la paix après les conflits au niveau national. Certaines des activités exécutées sont résumées ci-dessous :

#### ***Le Programme WIPNET***

L'édition 2009 de la conférence annuelle du WIPNET a eu lieu à Buchanan, dans la Région de Grand Bassa sous la direction de la sous-section WIPNET Buchanan. Le thème de la conférence était : « Accroître et améliorer les capacités des femmes pour leur participation effective et leur leadership dans les processus de prise de décision et de consolidation de la paix ». Environ cent cinquante femmes (150) représentant huit des quinze sous-divisions politiques du Libéria ont été réunies. En vue d'améliorer le programme de planification et de suivi au niveau des sous-branches de WIPNET, huit coordonnateurs de région ont été élus et officiellement investis de leur fonction lors de la conférence.

WIPNET a organisé deux dialogues interreligieux entre deux communautés, en partenariat avec le Réseau des Femmes du Fleuve Mano pour la Paix (REFMAP) à Ganta et à Lugbeyee, dans la Région de Nimba. Cette initiative a été mise en œuvre dans le cadre du projet des Femmes dans la Construction de la Paix financé par le DFID et le Conseil Danois pour les Réfugiés. L'objectif principal était de renforcer les capacités locales pour la consolidation de la paix au niveau communautaire. En tout soixante (60) participants ont délibéré sur des sujets liés aux conflits, la coexistence pacifique et le processus de construction communautaire après la guerre. Plus important encore, la question de la coexistence des Nimbanian et des Madingo a été discutée avec passion, ce qui a débouché sur une des principales recommandations des participants, à savoir la nécessité d'une table ronde régionale avec la participation de la Présidente Ellen Johnson Sirleaf pour aider à trouver une solution durable au problème.

En outre, le WANEP-Libéria a organisé un atelier de deux jours sur les médias du 22 au 23 Janvier 2009, avec le soutien d'Amnesty International Londres. En tout 12 radios communautaires abritant le programme Radiophonique 'Voix des Femmes' du WIPNET dans six (6) communautés réparties dans 6 Régions ont été réunies pour renforcer leurs compétences.



## ACTIVITÉS DES RÉSEAUX NATIONAUX EN 2010

### WANEP-NIGERIA

WANEP-Nigeria a reçu un prix pour son engagement et sa contribution à la résolution des conflits ainsi que sa gestion des catastrophes au Nigeria. Le Réseau a été l'une des deux seules organisations non gouvernementales invitées à participer au Plan d'Urgence Inter Agence de l'Organisation des Nations Unies qui a été mis en place par l'ONU en réponse à la nécessité de la gestion des catastrophes au Nigeria. WANEP-Nigeria a continué d'élargir sa composition à l'échelle nationale. Le Secrétariat a exécuté diverses activités au cours de l'année 2009.

#### **Le Programme des Femmes dans l'Edification de la Paix**

Le bureau de WANEP est allé effectuer sur le terrain une évaluation de son cadre opérationnel de l'Alerte Précoce dans les Etats de Lagos, du Delta, du Plateau et de Benue. Le but de cette visite était d'évaluer l'impact du système de l'Alerte et de la Réaction Précoce communautaire récemment institutionnalisé sur la base du genre dans les différentes communautés des quatre États pilotes. Elle a également offert l'occasion d'engager les moniteurs et les bénéficiaires à déterminer la viabilité ou les lacunes contenues dans le système.

#### **Distribution de Vivres aux Personnes Déplacées Internes (PDI) dans les Etats du Delta et du Benue**

Dans le cadre de son intervention dans les crises humanitaires dans l'Etat du Delta suite aux accrochages entre les militaires et les militants dans les zones Escravos de la région de Warri, WANEP Nigeria, avec l'appui d'Oxfam Novib-Pays-Bas, a fourni un minimum de secours aux

personnes déplacées dans un camp temporaire sis à l'école primaire de Ogbe -Ijoh. Les femmes et les enfants sont les plus vulnérables dans la crise. L'aide a été étendue aux communautés de Nyiev et d'Uyough du Conseil de gouvernement local de Kwande, communautés qui étaient impliquées dans des litiges fonciers violents qui ont provoqué le déplacement d'une grande partie de la communauté.

#### **Formation en Gestion des Conflits pour les Femmes Communautaires des Etats de Benue, du Plateau et du Delta**

Précédant l'évaluation et la distribution de vivres pour les personnes déplacées dans les quatre Etats, WANEP-Nigeria a organisé une formation en gestion des conflits et en construction de la paix pour des femmes leaders choisies parmi celles qui ont été déplacées vers Opuza (Etat du Delta), Kwande (Etat de Benue) et Jos (Etat du Plateau). Cette formation visait à les doter des compétences nécessaires pour gérer les conflits entre elles, contribuer à la construction de la paix dans leurs communautés, éviter les incidents semblables à ceux qui ont coûté la vie des personnes et la destruction des biens. L'expérience de Opuza a été vraiment unique dans la mesure où l'équipe de WANEP-Nigeria a dû voyager pendant des heures sur les fleuves des Escravos pour se rendre dans les camps des déplacés et effectuer cette formation.



## ACTIVITÉS DES RÉSEAUX NATIONAUX EN 2010



### **Formation Régionale pour les Moniteurs et Reporters de l'Alerte Précoce de HERD vivant dans la Communauté.**

Dans le cadre du fonctionnement du système Communautaire d'Alerte Rapide pour la Réponse Humanitaire d'Urgence et le Développement au Nigeria, le département a organisé deux séries de deux (2) formations régionales pour les membres du Réseau sélectionnés dans les Régions Nord et Sud du Nigeria. Les participants étaient issus de diverses organisations membres dans chaque État du pays. Les formations ont eu lieu à Bénin-city pour le Sud et à Abuja pour le Nord. Les participants ont été initiés au système RHUD à base communautaire de l'Alerte Rapide ainsi qu'à ses techniques de reportage.

### **Des campagnes de sensibilisation sur la violation des droits des femmes déplacées de Bakassi**

Dans le cadre de ses projets spéciaux, WANEP-NIGERIA a entrepris une campagne de sensibilisation pour attirer l'attention du gouvernement et d'autres intervenants sur les violations des droits des femmes déplacées de Bakassi dans l'État de Cross River. Ces hommes, ces femmes et leurs enfants ont été déplacés de leurs foyers ancestraux dans la presqu'île de Bakassi située entre les frontières du Nigeria et du Cameroun après la remise de la péninsule au Cameroun suite à la décision de la Cour Internationale de Justice en 2002. Ont été également présents à la réunion, le Commissaire chargé de l'Administration Locale dans l'Etat de Cross River, le Secrétaire Permanent, l'Officier chargé de l'Information, le Conseiller Spécial du Commissaire et d'autres fonctionnaires dans l'Etat de Cross River.

### **Table ronde avec les Chefs Communautaires à Bakassi**

Une Table Ronde a été organisée dans la Communauté en réponse aux questions soulevées par les femmes au cours de la session des 'récits d'histoires'. Cette réunion a également permis d'examiner et de discuter des techniques de résolution des problèmes qui existent dans la communauté en vue d'élaborer des mesures pour favoriser la réintégration des personnes

déplacées ainsi que de créer des règles de jeu pour les indigènes et ceux qui s'installent dans la communauté. De nombreuses questions sur la sécurité au sein de la communauté ont été soulevées et ont fourni une plate-forme appropriée pour l'intervention de WANEP.

### **WANEP NIGERIA : Collaboration pour la Sécurité Humaine en Afrique**

WANEP-NIGERIA a, en collaboration avec l'Initiative de la Sécurité Humaine en Afrique, un réseau et un partenariat de plusieurs Organisations Africaines oeuvrant pour la Paix et contre les Conflits sur le continent avec son siège au Kenya, organisé un séminaire sur la Criminalité et le Système Judiciaire Pénal au Denis Hôtel d'Abuja le 8 Octobre 2009. Le programme a été conçu pour se tenir au Nigeria afin de partager les résultats du Réseau sur les questions de criminalité et de justice pénale en Afrique et de participer à une analyse solide du contenu, une étude réalisée dans cinq pays africains la Zambie, la Tanzanie, le Bénin, le Mali et la Sierra Leone identifiés pour un examen par les pairs. Il visait aussi à influencer les réformes des systèmes de justice pénale sur le continent, ce qui attirera l'attention sur les effets du crime et des systèmes de justice pénale défectueux sur le processus de démocratisation et de développement en Afrique.

### **Programme d'Éducation sur la Paix: Planification du Projet et Evaluation du Manuel de Consultation:**

Une réunion consultative de trois jours a été organisée dans l'Etat de Rivers pour examiner le Manuel d'Éducation sur la Paix qui a été utilisé pour le projet pilote initial à Enugu dans le Sud-est du Nigeria. Les participants ont été recrutés parmi les représentants des organismes d'exécution membres du Réseau : les Directeurs des Commissions scolaires des cycles primaire et post-primaire, le Syndicat des Enseignants du Nigeria dans les États ciblés, ainsi que les Ministères de l'Éducation dans ces Etats. La consultation a été l'occasion de procéder à l'examen technique du manuel ainsi que des stratégies pour sa mise en œuvre effective dans certaines écoles.

### **Atelier de formation des formateurs à l'intention des enseignants sélectionnés pour l'éducation de la paix et la médiation par les pairs**

Un atelier de formation de quatre jours pour les formateurs a eu lieu dans l'Etat du Delta dans le but de renforcer les capacités des enseignants en matière d'éducation sur la paix et la médiation par les pairs. Chaque école bénéficiaire a nommé un enseignant versé dans les sciences sociales, l'éducation physique, l'orientation et le conseil, les connaissances de la religion chrétienne, l'Anglais et d'autres sujets pour représenter l'école dans la formation.



## ACTIVITÉS DES RÉSEAUX NATIONAUX EN 2010

### WANEP-SENEGAL

Le conflit dans la province méridionale sénégalaise de la Casamance a été l'un des conflits les plus complexes et les plus longs de l'Afrique de l'Ouest depuis des années. Dans la volonté de parvenir à la paix dans cette région du Sénégal, WANEP-Sénégal a été à l'avant-garde des OSC impliquées dans la recherche d'une solution pacifique au conflit. Le Réseau a mis en œuvre diverses activités qui sont résumées ci-dessous:

#### Atelier régional sur le Protocole d'Accord de la Casamance sur le Dialogue pour la Paix

WANEP-Sénégal, en partenariat avec d'autres organisations de la société civile et les autorités locales a organisé un atelier régional pour partager le contenu du protocole d'accord sur le dialogue casamançais pour la Paix. L'objectif était de faciliter le rétablissement du dialogue entre le gouvernement sénégalais et le groupe rebelle, le Mouvement des Forces Démocratiques qui a été interrompu depuis la dernière réunion de Foundiougne II.

#### Lancement du Manifeste pour la Paix en Casamance

Le 17 Décembre 2009, sur l'initiative du Président de USOFORAL et du Président du Conseil de WANEP-Sénégal, une journée qui symbolise le Manifeste pour la Paix en Casamance a été lancé à Ziguinchor. L'objectif était d'inviter le gouvernement sénégalais et les rebelles du Mouvement des Forces Démocratiques à revenir à la table de négociation. Plus de 40 organisations de la société civile ont signé le manifeste.

#### Atelier sur le renforcement des capacités organisationnelles

WANEP-Sénégal a participé à un atelier sur le renforcement des capacités organisationnelles et le développement institutionnel organisé par une coalition d'acteurs non étatiques. Les objectifs de l'atelier étaient d'améliorer la capacité en ressources humaines des organisations, de rendre efficace la planification des activités et des systèmes de communication entre et dans les organisations.

#### Séminaire sur la gouvernance locale

Dans le cadre du programme 'Soutien aux Initiatives du Sud', WANEP-Sénégal, en collaboration avec le Comité Sénégalais des Droits de l'Homme a organisé un séminaire les 28 et 29 mai 2009; sur le thème: ' «Gouvernance locale: Prévention et Gestion des Litiges Fonciers ». C'était l'occasion de diffuser les dispositions juridiques relatives à la gestion des conflits liés à la propriété foncière au niveau communautaire et d'encourager l'utilisation de mécanismes d'alerte précoce dans la prévention des conflits. Le séminaire visait à favoriser l'accès des femmes aux terres et aux biens.

La conférence a été financée par Oxfam GB et a réuni plus de 60 dirigeants locaux élus, juristes, cadres administratifs (des Entrepreneurs de l'immobilier) et la société civile. Un des principaux résultats de la conférence était une recommandation pour la création d'un comité de suivi afin de prévenir et / ou de traiter les conflits fonciers.

### WANEP-SIERRA LEONE

En reconnaissance de ses contributions et de son rôle dans la consolidation de la paix dans le pays, WANEP-Sierra Leone a été désigné pour être membre du Conseil International de Leadership de l'Alliance Mondiale – et co-représenter l'Afrique à ce Conseil pour coordonner les campagnes pour la création de Ministère / Département / Commission de la Paix dans tous les pays du monde. Certaines des activités exécutées durant l'année 2009 sont résumées ci-dessous:

#### Huitième (8e) Assemblée Générale Annuelle de WANEP-SL

WANEP-SL a organisé avec succès sa 8ème Réunion Annuelle de l'Assemblée Générale dans la ville de Bo, en Mars 2009. Dans le processus, un plan stratégique quinquennal (2009 - 2013) a été adopté. La constitution et autres documents de politique ont été examinés et adoptés. La réunion s'est terminée par un appel général à accroître l'engagement des organisations membres dans les objectifs et à appuyer la nouvelle orientation du réseau dans la poursuite et la consolidation de la paix en Sierra Leone. Un nouveau Conseil d'Administration a été élu ; il a prêté serment.

#### Entretiens au sein des communautés sur le traité de 2007 portant sur le Genre en Sierra Leone

WANEP-SL a mené des consultations de six jours au niveau des communautés à propos de l'éducation sur les lois relatives au genre dans dix (10) chefferies dans les provinces du Nord de la Sierra Leone. Ce programme visait à poursuivre la sensibilisation en matière d'intégration des questions de genre dans les collectivités pour promouvoir la paix, la gouvernance et les droits de l'Homme. Le programme a ciblé un total de 250 participants issus des communautés de chefferie, des ministères, du gouvernement, des dirigeants locaux et des Aînés, des chefs suprêmes et d'autres intervenants. Les conseillers de chefferie et les membres de comité dans chacune des 10 chefferies ont participé aux sessions. Les participants ont été initiés au Traité de 2007 sur le Genre et aux questions de violence basée sur le Genre. Les Traités sur le Genre ont été simplifiés et diffusés sur les radios locales afin de sensibiliser le grand public.

## ACTIVITÉS DES RÉSEAUX NATIONAUX EN 2010



### Plaidoyer pour un Ministère ou une Commission de la Paix

Certaines campagnes de mobilisation de grande envergure ont été entreprises en 2009 pour la création d'un ministère ou d'une Commission pour la Paix. Dans ce cadre, le Secrétariat a organisé trois réunions de planification stratégique et de consultation avec les Commissions Parlementaires de Droits de l'Homme et de Défense en Sierra Leone afin de sensibiliser et de faire comprendre la nécessité de la création d'un ministère ou d'une Commission pour la Paix dans le pays. L'initiative a été applaudie ; un Groupe d'Action composé de Parlementaires et d'organisations de la Société Civile comprenant 30 membres (20 parlementaires et 10 acteurs de la société civile) a été lancé dans le Bâtiment du Parlement. Le Groupe d'action axera son action sur le plaidoyer pour la création d'une institution qui servira de point focal pour la coordination des activités de consolidation de la paix comme des initiatives et des politiques à l'échelle nationale. La campagne a ciblé des acteurs qui ont le devoir d'augmenter leur niveau de conscience, la compréhension des idéaux de la campagne et de créer des opportunités pour une vision commune en faveur de la paix et des changements sociaux positifs.

### Développement d'un Plan d'Action National sur la Résolution 1325 des Nations-Unies

Le programme des Femmes dans l'Edification de la Paix (WIPNET) et le Réseau des Femmes du Fleuve Mano pour la Paix en partenariat avec le ministère des Affaires Sociales, du Genre et de l'Enfance ont commencé le processus d'élaboration d'un plan d'action national sur la mise en œuvre effective de la Résolution 1325 en Sierra Leone. Ce plan suppose la prise en compte de ses liens avec les instruments nationaux, continentaux et mondiaux. Le projet s'adresse aux coalitions communautaires de femmes, de groupes de jeunes, des points focaux du gouvernement sur le genre, l'ONU et les ONG travaillant sur le genre les ONG Internationales. L'équipe a établi un Groupe de Travail fonctionnel 'gouvernement et société civile' aux niveaux national et régional avec le ministère du Genre, WANEP-SL et MARWOPNET siégeant en tant que comité de pilotage. Un projet de Plan d'Action National de la Sierra Leone (SiLNAP) sur les Résolutions UN 1325 et 1820 a été développé pour validation, préparation d'un budget et lancement en Mars 2010.

### Forum National pour la Paix et le Développement (PAD)

Deux (2) Forums pour la Paix et le Développement ont eu lieu dans les districts de Kono et de Kailahun avec le soutien de PICOT et de WANEP-SL. Les programmes visaient à examiner de façon critique les lacunes existant dans la Construction de la Paix et à formuler des recommandations orientées vers l'action et vers des plans qui informent des campagnes de sensibilisation nationale. De la sorte, l'on espère influencer les politiques de paix et de sécurité. Les programmes ont attiré un total de 150 ONG, des OSC et des organisations communautaires avec la participation de 80 hommes et 70 femmes. Une stratégie commune, un plan d'action pour la diffusion des informations, l'engagement à œuvrer pour la paix et la bonne gouvernance ont été élaborés et adoptés. Les séances ont aussi servi de partage d'expériences pour les participants sur les questions critiques relatives aux politiques et aux lois sur la chefferie. En outre, un comité de sept membres a été créé chargé de la responsabilité d'engager le gouvernement et les autres intervenants à trouver des solutions au conflit frontalier entre la Guinée et la Sierra Leone à Yenga, dans le district de Kailahun.



### WANEP-SL exécute des projets de réparation de districts et de Chefferies dans le District de Kono dans l'Est de la Sierra Leone

Avec le soutien du Gouvernement de la Sierra Leone, le Programme de Réparation par le biais de la Commission Nationale d'Action Sociale (Nacsa), WANEP-SL a initié une réunion préliminaire de planification avec les Leaders et les Chefs communautaires dans le District. Les participants à la réunion ont réfléchi sur la façon de mettre en œuvre efficacement le programme en vue de restaurer la dignité des victimes de la guerre dans leurs communautés. Environ 400 participants ont été ciblés pour bénéficier du programme à travers le pays. WANEP-SL a dirigé les activités en érigeant des monuments à la mémoire de ceux qui ont perdu leurs vies au cours des 10 années de guerre civile. Parmi les autres activités figurent des prestations culturelles, des libations, des cérémonies de sacrifice d'animaux, la plantation d'arbres de la paix, le nettoyage des forêts sacrées et un match de football de réconciliation qui a couronné les programmes de réparation.



## ACTIVITÉS DES RÉSEAUX NATIONAUX EN 2010

### WANEP-TOGO

Poussé par l'expérience tragique des injustices historiques et des violations de droits de l'Homme commises dans l'histoire politique du Togo ainsi que par la méfiance profonde et la suspicion mutuelle entre les principaux acteurs politiques, le Président actuel, Faure Gnassingbé a décidé d'adopter un mélange de mécanismes de responsabilité judiciaire et non-judiciaire (TJTC) pour combattre l'impunité et promouvoir la vérité, la justice et la réconciliation nationale. Le Coordinateur du Réseau National WANEP-Togo a été désigné comme commissaire par décret présidentiel publié le 27 mai 2009 pour représenter la voix de la société civile à la Commission de Réconciliation Nationale. Cette nomination est une reconnaissance du dynamisme de la coordonnatrice et de son engagement dans les questions nationales. WANEP-Togo joue un rôle de premier plan dans le domaine de la consolidation de la paix et de la transformation des conflits dans le pays. Le Réseau a mené une série d'activités. Certaines de ces activités sont résumées ci-dessous:

#### L'Assemblée Générale Annuelle

WANEP-Togo a organisé son Assemblée Générale Annuelle (AGA) le 15 mai 2009. Parmi les principaux résultats de la réunion, l'Assemblée Générale a adopté le rapport des activités et le rapport financier pour l'exercice 2008. En outre, des discussions ont eu lieu sur la voie à suivre pour motiver les organisations membres de WANEP-Togo à participer activement à la mise en œuvre des activités du réseau. Lors de la phase préparatoire de l'AGA, les membres du conseil d'administration ont tenu deux réunions extraordinaires.

#### Projet de Débat sur la Jeunesse

Avec le soutien de FOSDA et le financement de IBIS Afrique de l'Ouest, WANEP-TOGO a organisé, dans le cadre du projet 'Débat sur la Jeunesse', et en sa qualité d'organisme de coordination du Réseau Togolais sur les Armes de petit calibre et les armes Légères, un concours doté de prix consistant en une dissertation écrite sur le thème:

"Le contrôle des armes de petit calibre et des armes légères est-il un facteur-clé dans l'établissement de l'Etat de Droit et le respect des Droits de l'Homme au Togo? »

#### L'éducation pour la paix et la non-violence dans les écoles

Avec le soutien financier de 'Pain Pour Le Monde' (PPLM), WANEP-Togo a exécuté dans le cadre de son programme d'éducation sur la paix, une activité avec l'objectif d'inculquer la culture de la paix et la non-violence dans les communautés de la ville de Kpalimé. En tout cinquante-huit (58) femmes (98%) provenant de différents établissements scolaires ont bénéficié de la formation. Les participants ont répliqué la formation aux Groupes de femmes à Kpalimé. Des clubs de la paix ont également été établis et des visites d'échange entre les clubs de la paix ont été organisées. En Octobre et Novembre 2009, le Réseau a mené des activités visant à promouvoir la culture de la paix dans les écoles.

#### Renforcement des Capacités des Jeunes Togolais en matière de Consolidation de la Paix en relation avec le genre

Un atelier a été organisé au Togo pour les jeunes sur leur rôle dans la consolidation de la paix à partir d'une perspective basée sur le genre. Avec le soutien financier de IFOR / WPP, l'activité a été réalisée pour un total de 29 participants (17 femmes et 12 hommes) du 11 au 13 Juin 2009. Les Jeunes ont été entretenus sur des questions liées au genre afin de travailler comme des alliés et impliquer les communautés dans le processus de développement du pays.

d e

#### Atelier sur le Genre et la Non-violence

Dans la même veine, les partis politiques au Togo ont bénéficié d'un autre atelier financé par IFOR / WPP. L'objectif principal de cette formation était de faciliter le changement social par la promotion du genre et des concepts de non-violence. La formation a été organisée au Centre International de Caritas pour 15 bénéficiaires



## ACTIVITÉS DES RÉSEAUX NATIONAUX EN 2010



(8 femmes et 7 hommes) de 10 partis politiques de renom. Les représentants des partis politiques ont réfléchi sur leur rôle et leurs responsabilités pour prévenir la violence en particulier pendant les élections puisque la violence avait caractérisé le déroulement des dernières élections au Togo. Les participants ont apprécié les thèmes de l'atelier qui, selon eux viennent à point nommé pour préparer les prochaines élections en 2010.

### ***Atelier sur le leadership et la mobilisation des ressources:***

Grâce au soutien soutenu de IFOR / WPP Bureau Afrique, un autre atelier a été organisé pour les organisations de la société civile, en particulier les membres du Réseau WANEP-Togo ; il portait sur le leadership et la mobilisation des ressources. En tout 26 participants (13 femmes et 13 hommes) ont bénéficié de la formation qui a eu lieu à Lomé, la capitale du Togo. L'activité a été une réplique d'un atelier de Formation des Formateurs dont WANEP-Togo a bénéficié à Accra en mai 2009. La formation a été conçue pour répondre à l'absence ou à la capacité limitée de la plupart des Organisations de la Société Civile à mobiliser des ressources et à fournir des services de qualité. Les participants ont partagé leurs expériences et adopté des stratégies pour résoudre les problèmes de dysfonctionnement et de léthargie des organisations.

### ***Séminaire de sensibilisation sur les conflits et le respect des Droits de l'Homme***

En préparation des élections présidentielles de 2010 au Togo, une campagne de sensibilisation massive a été organisée sur les conflits pour les jeunes d'Atakpamé. L'objectif était de contribuer à la prévention des conflits dans les zones ciblées et d'inculquer le sens de la responsabilité civique aux jeunes. Le Haut Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations-Unies a financé l'événement et 78 jeunes (30 femmes et 48 hommes) âgés de 18 à 35 ans ont participé au séminaire.

### ***Atelier pour les médias***

Avec le soutien financier de l'Ambassade Britannique au Togo, WANEP-Togo a organisé une formation de renforcement des capacités des professionnels des médias sur le journalisme de paix du 14 au 16 Décembre 2009. L'atelier a eu lieu à Notsè pour 35 cadres et praticiens des médias. L'atelier a insisté sur la responsabilité des médias dans la présentation des nouvelles afin qu'ils n'attisent pas les flammes de la violence politique au cours de la période électorale.





## RENCONTRES, EVENEMENTS ET PARTENARIATS ENGAGES EN 2009

### **Community Peacebuilding, Afghanistan**

At the invitation of the Transitional Liaison Office (TLO) and CordAid Netherlands, WANEP took part in the joint TLO-Cordaid Workshop on developing a community-level peace-building network in Southern Afghanistan from March 2-5, 2009 at the conference centre of the Kontakt der Kontinenten, Soesterberg, The Netherlands. WANEP was invited to specifically share knowledge and experiences from West Africa to help develop a community-based peacebuilding system in Southern Afghanistan. The aim of the workshop was to create a platform for discussion on how the experience of existing community-level conflict prevention/peacebuilding systems elsewhere can inform the development of a similar system in Southern Afghanistan. More specifically, the three-day workshop identified approaches and good practices that are relevant to Afghanistan, which the TLO can draw to help affected Afghan communities develop such systems.

### **Seminar on Mediating Peace in Africa, Addis-Ababa**

WANEP participated in the Mediating Peace in Africa seminar on 4th March 2009 at the invitation of the South African based African Centre for the Constructive Resolution of Disputes (ACCORD), WANEP's Partner in the Africa Alliance for Peacebuilding (AfAP). ACCORD organized this seminar in Addis Ababa, Ethiopia with the Africa Union and in partnership with the Ministry of Foreign Affairs of Finland on the theme "Strengthening the Mediation and Conflict Prevention Aspects of the African Peace and Security Architecture". WANEP through its Executive Director, Emmanuel H. Bombande made a presentation on "Mediation Support: Challenges and Opportunities" sharing perspectives from concrete field experience in mediation efforts.

### **AFRICAN MEDIATORS' RETREAT**

Under the Oslo Forum Network of Mediators, WANEP participated in the African Mediators Retreat organized by the Mwalimu Nyerere Foundation (Tanzania), the Centre for Humanitarian Dialogue (Geneva) and the Norwegian Ministry of Foreign Affairs from the 24th to 26th March 2009. The retreat provided incredible insights, lessons and challenges from Track 1 Mediation efforts in Africa led by Eminent African Mediators including Presidents Thabo Mbeki of South Africa and Olusegun Obasanjo of Nigeria. Some of the specific conflict focus where experiences were drawn from included the Central African Republic, Somalia and the Democratic Republic of Congo. Other topical areas of discussion considered the Challenges for Mediators dealing with rebel groups; Chad, Darfur and Uganda; Mediation in the post-agreement phase; Mediating election related conflicts; Managing External Actors; Indicting for peace; the Sudan and the Risks and Opportunities for Conflict Mediation in Africa. WANEP participated on the panel on Mediation in the post-agreement phase. The idea of an African Mediators' retreat is a strategic move towards enhancing capacity of Africans to take the lead in providing African solutions to African problems.

### **WANEP-ECOWAS COORDINATION MEETING**

In the framework of the Memorandum of Understanding (MoU) signed with ECOWAS on the implementation of the ECOWAS Early Warning and Response Network (ECOWARN), WANEP participated to the first semester coordination meeting of the year 2009. The meeting organised by the ECOWAS Early Warning Department was held at "Hotel du Port" in Cotonou, Benin from 16 to 19 February, 2009. The aim of the coordination meeting was to enhance WANEP-ECOWAS collaboration. It was an opportunity to have a critical look on the ECOWARN reporting process done so far by the field monitors (Focal Points).

Participants also mapped the difficulties encountered in the course of implementing their duties and proffered the appropriate way forward. Finally, participants were trained on the 'Peace Exchange' which was scheduled to be launched in March. Participants were drawn from the ECOWAS Early Warning Department in Abuja, ECOWAS and Heads of Zonal bureaus, WANEP Regional Secretariat staff, and the various national Civil Society and Government Focal Points from fourteen countries

### **ECOWAS-IGAD EXCHANGE VISIT**

WANEP was invited as part of the ECOWAS delegation that undertook a return visit to the Intergovernmental Authority on Development (IGAD) headquarters in Djibouti, Horn of Africa from February 24-28, 2009. One of the concrete outcomes of the 'ECOWAS-IGAD Interactive Dialogue on Preventive Diplomacy,' was agreement to establish a memorandum of understanding (MoU) between the two organisations in the context of the peace and security architecture of the two organisations. This was considered to be very beneficial at a moment IGAD was developing a peace and security strategy (including an action plan in the short, medium and long term) for the highly volatile IGAD sub region

### **STAKEHOLDERS SUMMIT, US NATIONAL PEACE ACADEMY**

In March 2009, WANEP represented participated in the Global Stakeholders summit for the establishment of the US National Peace Academy. The goal of the National Peace Academy

## RENCONTRES, EVENEMENTS ET PARTENARIATS ENGAGES EN 2009



(NPA) is "to support and advance a sustainable culture of peace through research, education and real world application." (www.nationalpeaceacademy.us). The summit took place at the Case Western Reserve University in Cleveland, Ohio from 2nd to 4th March 2009. Over 170 participants made up of scholars, academicians, government officials, researchers and community leaders, foundations and representatives from civil society organizations attended the summit. After the end of the 3-day summit, the first-ever US National Peace Academy was launched. Dr. Dot Maver, Co-Director of the academy in her concluding remarks stated that the National Peace Academy's mission will go beyond non-violence and peacebuilding initiatives as "they will extend into the realms of global environmental stewardship, sustainable development and human rights-based business practices".

### **AMBASSADOR WILLIAM M. BELLAMY (rtd) MEETS WITH WANEP**

On March 26, 2009 Ambassador Bellamy and his delegation from the African Centre for Strategic Studies (ACSS) paid a visit at the WANEP Regional Office in Accra to know more about the work of WANEP. WANEP made a presentation of its work in the sub-region and with partners. The ACSS made an impressive appreciation of WANEP's immeasurable contribution to peacebuilding not only in West Africa but on the African continent as well. Ambassador Bellamy was accompanied by Dr. Mathurin Houngnipko, Chair, Security Studies, Ms. Elisabeth Feleke, Program Manager at the Regional Office for West Africa based in Senegal and Colonel Xavier Collignon, Senior French representative of the Centre.

### **Training of ECOWAS Conflict Analysts:**

A four day "Experience Sharing and Training of Analysts" of the Economic Community of West African States (ECOWAS) was carried out from August 18-21, 2009 in Accra-Ghana. The newly recruited Peace and Conflict Monitoring Analysts of the Early Warning Department of ECOWAS and staff of the West Africa Network for Peacebuilding (WANEP) convened to share experiences on practice-based early warning, lessons learned and how to improve the process of warning and response in the context of West Africa.

### **Regional Symposium on Political Governance and Transitions in West Africa:**

WANEP actively joined the "Representatives of Civil Society Organisations across West Africa; at a Regional Symposium on Political Governance and Transitions in West Africa: to 'Denounce all attempts to demolish democratic institutions in Niger'; and also 'Demand for the immediate and unconditional restoration of the constitutional court and all institutions illegally dissolved by President Mamadou Tandja'. This Regional Symposium which was jointly organized by WACSO and OSIWA, at Nicon Luxury, Abuja, July 31 and August 1, 2009, was concerned about the dismantling of the democratic system that Niger have nurtured after several decades of instability.

### **Experts/Stakeholder Meeting on Developing National Plan of Action for Human Rights (NAPHR):**

WANEP was resourceful in a one-day Experts/Stakeholder Meeting on Developing National Plan of Action for Human Rights (NAPHR): by the Commission for Human Rights and Administrative Justice (CHRAJ) on the 10 September 2009, at the Forest Hill Hotel, Dodowa. The World Conference on Human Rights recommended that each state consider the desirability of drawing up a national action plan identifying steps whereby that state would improve the promotion and protection of human rights.



## CONSEIL D'ADMINISTRATION REGIONAL

- Michel Sodjiedo Capo Mian** - Président  
Cote d'Ivoire
- Dr. Lydia Umar** - Vice - Présidente  
Nigeria
- Prof. Isaac Olawale Albert** - Membre  
Nigeria
- Dr Christiana Thorpe** - Membre  
Sierra Leone
- William Awinador** - Membre  
Ghana
- Mme Fatoumattou Batoko-Zossou** - Membre  
Benin
- Seth Kluvia** - Membre  
Togo



## PERSONNEL DU SECRETARIAT REGIONAL



### PERSONNEL DU SECRETARIAT REGIONAL

- **Directeur Exécutif**  
Emmanuel H. Bombande
- **Directeur de Programmes**  
Takwa Zebulon Suifon
- **Responsable Administrative**  
Esther Gordon-Mensah
- **Coordonnatrice Régionale de IFOR/WPP pour l'Afrique**  
Euphemia Akos Dzathor
- **Coordonnateur du Programme, chargé du développement des réseaux**  
Alimou Diallo
- **Chercheur Principal**  
Kalie Sillah
- **Chargé de Programme**  
Francis Acquah
- **Chargé de Programme**  
Edwige Dede Mensah
- **Chargé de Programme de IFOR /WPP pour l'Afrique**  
Crystal Kwadwa Tettey
- **Responsable Informatique**  
Kwesi Enchill
- **Assistante de Direction**  
Akpéné Afi Adodoh
- **Secrétaire / Réceptionniste**  
Ruby Elizabeth Gozo
- **Chauffeur**  
Michael Darko
- **Coursière**  
Rita Aisha Cofie
- **Coursier**  
Bismark Beglah
- **Agents de sécurité**  
Adodo Kule  
Hamidu Kado

### COORDONNATEURS DE ZONES

**Zone I**  
(Gambie, Sénégal, Guinée, Bissau, Cap Vert)  
Murtala Touray

**Zone IV**  
(Benin, Nigeria, Togo)  
Constant Cocou Gnacadja

### COORDONNATEURS NATIONAUX

**Benin**  
Simon Asoba

**Burkina Faso (Interim)**  
Seydou Kone

**Cap Vert (Focal Point)**  
Joana Brito

**Cote d'Ivoire**  
Marguerite YOLI-BI Koné

**The Gambia**  
Pamela Cole

**Ghana**  
Justin Bayor

**Guinée Bissau (Interim)**  
Robana Nhaté

**Guinée Conakry (Interim)**  
Eugénie Kadouno

**Liberia (Interim)**  
Lindora Howard

**Mali (Focal Point)**  
Fatoumata Maiga

**Niger (Focal Point)**  
Halima Amadou

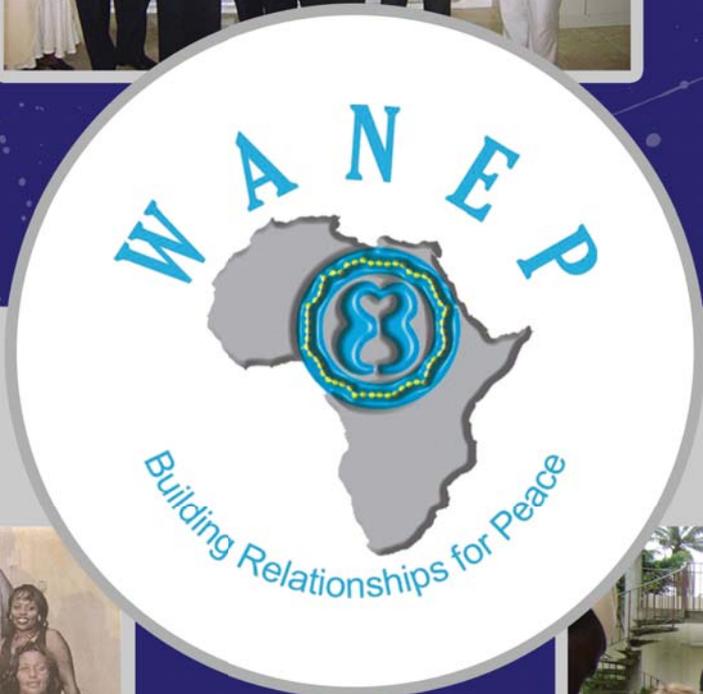
**Nigeria**  
Chukwuemeka B. Eze

**Senegal**  
Pierre Lucien Coly

**Sierra Leone**  
Edward Jombla

**Togo**  
Claudine Ahianyo-Kpondzo

Design by: Yvents I - 0244103132



WEST AFRICA  
NETWORK

FOR  
PEACEBUILDING



OR AFRICAN WOMEN/PEACE ACTIVISTS  
14-18 SEPTEMBER 2011



**REGIONAL OFFICE**  
 Street Extension  
 nkpe  
 , Cantonments  
 West Africa  
 775975, 775977  
 81, 775989  
 80-2776018  
 @wanep.org  
 w.wanep.org

**WANEP - COTE D'IVOIRE**  
 09 BP 3320 Abidjan 09,  
 Cocody 2plateaux Aglien,  
 SICOCA A Bat G Porte 78  
 Tél: + 225 22422220, 22423339  
 Cél: + 225 05677677, 05 09 67 10,  
 08142248  
 Email: klintio2001@yahoo.fr;  
 wanepci@yahoo.fr;  
 wanep-cotedivoire@wanep.org

**WANEP - GUINEA BISSAU**  
 Rua Justino Lopes  
 (junto Mercado Central)  
 C. P: 1145, Bissau,  
 Tel: +245 590 93 77, 676 94 18,  
 720 41 34  
 Email: wanepbissau@yahoo.fr;  
 wanep-guineabissau@wanep.org  
 Website: www.wanep.org

**WANEP - GUINEA**  
 Rue de madina marché,  
 quartier Dixinn Terrasse,  
 Tél: +224 60 57 52 56, 64 76 29 15,  
 +224 60 55 77 21,  
 64 70 32 56 60 29 69 98  
 Email: wanep-guinea@wanep.org;  
 ekadouno@wanep.org;  
 wanep.guinee@yahoo.fr

**FOCAL POINT - MALI**  
 Tél: +223 66783985  
 Email: fatimatip@yahoo.fr

**WANEP - BURKINA FASO**  
 11 BP 878 Ouagadougou CMS 11  
 Burkina Faso,  
 Cell: +226 70 32 37 79;  
 +226 76 51 16 51  
 Email: daboubacar@wanep.org;  
 bubazi@yahoo.fr

**WANEP - THE GAMBIA**  
 P.O. Box 2252  
 KMC, The Gambia  
 105 South Atlantic, Fajara  
 Tel: +220 8805885, 8860515  
 Mob: + 220 9934349, 7934349  
 Email: wanep-gambia@wanep.org;  
 wanepgambia@yahoo.co.uk;  
 pcole@wanep.org;  
 kehindecole@yahoo.com

**WANEP - GHANA**  
 Post Office Box 963  
 Tamale - Northern Region, Ghana  
 Tel: +233 3720 22464  
 +233 264 601070  
 Email: wanep-ghana@wanep.org;  
 ghaneap@gmail.com;  
 bayor@wanep.org;  
 Website: www.wanep.org/  
 wanep/networks-our  
 networks/ghana.html

**CAPE VERDE**  
 Principal  
 2 62 35 52  
 2 62 35 51  
 urt@iconias.gov.cv